

07_2021

ENQUÊTE

De la souveraineté européenne

Analyses européennes

_Introduction de Gilles Finchelstein
et Thomas Manz

FRIEDRICH
EBERT 
STIFTUNG


Fondation
Jean Jaurès
EDITIONS

Méthodologie

Enquête réalisée par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert auprès de 8 000 personnes interrogées par internet via l'Access Panel d'Ipsos du 28 décembre 2020 au 8 janvier 2021, constituant 8 échantillons de 1 000 personnes représentatives de la population nationale de 18 ans et plus de l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie et la Suède. Les échantillons ont été constitués selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession, catégorie d'agglomération, région).

Gilles Finchelstein est directeur général de la Fondation Jean-Jaurès.

Thomas Manz est directeur du bureau de Paris de la Fondation Friedrich-Ebert.

Introduction

_ Gilles Finchelstein _ Thomas Manz

La pandémie de Covid-19, en mettant en lumière certaines fragilités dans chacun des pays européens – pensons par exemple à l’incapacité de fabriquer certains produits, comme les masques, sur le continent –, confirmerait-elle le retour de la notion de souveraineté ?

Elle s’invite déjà dans les instances de décision communautaires sous le vocable de « souveraineté européenne » parfois, d’« autonomie stratégique » souvent, et ce n’est plus qu’un mot – c’est en effet au nom de la souveraineté européenne que la législation sur les plateformes numériques est en train d’être profondément renouvelée par la Commission.

Et les citoyens, dans tout cela ? Si la souveraineté est de retour, quelle compréhension et quelle perception en ont les Européens ? Pour y répondre, la Fondation Friedrich-Ebert et la Fondation Jean-Jaurès ont lancé, avec l’institut Ipsos, une vaste enquête d’opinion. Elle est inédite à deux points de vue.

D’une part, par son périmètre : elle couvre une large part de la population européenne – près de 75 % de l’ensemble de l’Union européenne – et huit pays, permettant de saisir toute la diversité du continent.

D’autre part, par son champ d’interrogations, permettant d’apporter des éléments de réponse à bien des questions. Quelle appréciation les Européens portent-ils sur les mots de souveraineté, de souveraineté nationale ou de souveraineté européenne et quel contenu leur donnent-ils ? Considèrent-ils que la souveraineté européenne constitue une réalité aujourd’hui et/ou une perspective souhaitable ? Dans quels domaines et pour quelles raisons ?

Avant de se plonger dans le détail des résultats, pays par pays, résumons, en quelques chiffres, les résultats à l’échelle européenne. Le mot « souveraineté », synonyme d’abord d’indépendance, est connoté positivement (46 % contre 31 %) ; l’idée de souveraineté européenne est complémentaire de l’idée de souveraineté nationale (58 %), elle a du sens (63 % voient bien de quoi il s’agit) et ce sens est là encore largement positif (52 % contre 26 %) ; la souveraineté européenne est une déjà réalité aujourd’hui (51 %) et, davantage encore, une perspective souhaitable pour demain (73 % attendent qu’elle se renforce) comme réponse aux menaces et défis globaux que nous affrontons (menace terroriste, changement climatique, crise sanitaire).

Analyse globale

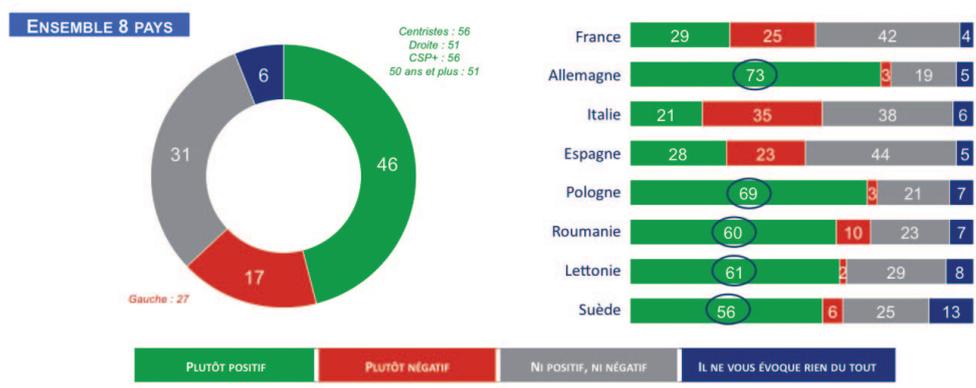
La souveraineté, un terme très différemment connoté selon les pays de l'Union

Avant même de parler de souveraineté européenne, il faut avoir en tête que le terme de souveraineté lui-même est très diversement perçu à travers l'Europe.

Il est considéré positivement par une large majorité des Allemands (73 %), des Polonais (69 %), des Lettons (61 %), des Roumains (60 %) et dans une moindre mesure des Suédois (56 %). Dans ces pays, le terme évoque spontanément quelque chose de négatif pour moins d'une personne sur 10 (2 % à 10 % selon le pays considéré), les autres considérant qu'il leur évoque quelque chose de « ni positif ni négatif » (19 % à 29 %) voire qu'il ne leur évoque rien du tout (5 % à 13 %).

En revanche, les évocations positives sont très minoritaires en France (29 %), Espagne (28 %) et Italie (21 %). Dans ce dernier pays, les évocations négatives sont même plus nombreuses (35 %), ce qui n'est pas le cas en France (25 %) et en Espagne (23 %).

« Souveraineté » : un terme plutôt positif – moins pour la France, l'Italie et l'Espagne



Le terme de « souveraineté » évoque-t-il chez vous spontanément quelque chose de...
7 - © Ipsos | Enquête sur la souveraineté européenne - Fondation Jean-Jaurès & Fondation Friedrich-Ebert

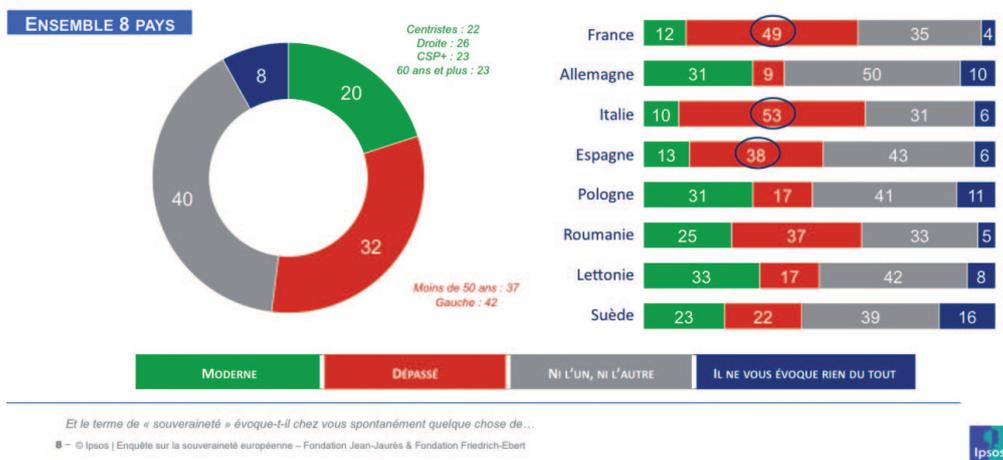


Pour les Français, le terme de souveraineté renvoie spontanément avant tout et massivement à la royauté : 300 citations du mot « roi » largement en tête des mots, idées et images évoqués spontanément lorsqu'ils entendent le terme « souveraineté », devant le mot « pouvoir », « reine ». Le terme « indépendant » n'arrive qu'ensuite, à peine plus cité que le terme « royauté » à nouveau.

Pour les Allemands, les évocations spontanées du terme sont très différentes, et révélatrices : avant tout « Unabhängigkeit » (indépendance), « Unabhängig » (indépendant), « Staat » (Etat), « Freiheit » (liberté). Le terme de roi n'est jamais cité en Allemagne.

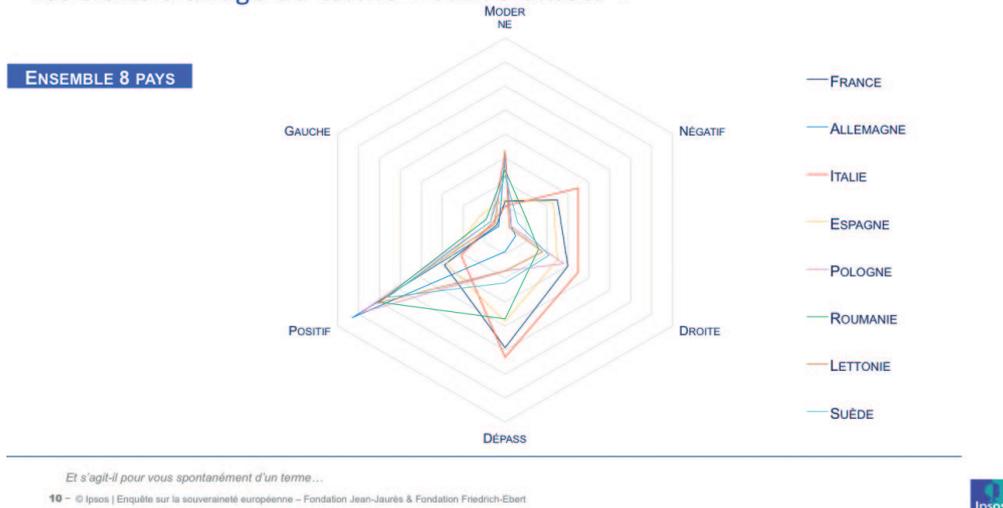
Il n'est donc pas étonnant que la modernité du terme « souveraineté » soit très diversement appréciée en France et en Allemagne, et plus généralement en Europe : les plus nombreux à considérer le terme dépassé sont les Français (49 % contre 12 % qui le jugent moderne), les Italiens (53 % contre 10 % moderne), les Espagnols (38 % contre 13 %) et les Roumains (37 % contre 25 %). En revanche, la modernité l'emporte en Allemagne (31 % contre 9 % qui jugent le terme dépassé), en Pologne (31 % contre 17 %) en Lettonie (33 % contre 17 %) et de très peu en Suède (23 % contre 22 %). Enfin, il faut noter que pour près d'un Européen sur deux (48 %), le terme n'évoque quelque chose de « ni moderne ni dépassé » (40 %), voire n'évoque rien du tout (8 %).

Mais considéré plus souvent « dépassé » que « moderne », surtout en Europe du Sud



Pour une majorité d'Européens, ce terme n'est pas spontanément associé à la gauche ou à la droite (58 %), même si quand ils lui attribuent une couleur politique la droite l'emporte (23 % contre 6 % qui l'attribuent à la gauche). Le terme est particulièrement « apolitique » en Allemagne (seulement 8 % le qualifient de gauche ou de droite), il est beaucoup plus connoté politiquement dans les pays qui y sont le plus réfractaires : Italie (41 %), Espagne (37 %) et France (34 %) avec un net avantage à la droite, la proximité du terme « souverainiste » pouvant contribuer à la fois à cette association à la droite et pour certains à une connotation négative.

Les traits d'image du terme « souveraineté »



Dans les pays où le terme de souveraineté est plutôt mal perçu, il renvoie assez fortement à la notion de nationalisme (58 % des Italiens lui associent ce mot parmi les deux que leur évoque le terme de souveraineté), 43 % des Espagnols et 43 % des Français. Italiens et Français sont par ailleurs plus nombreux à évoquer le terme de protectionnisme (26 %) contre 6 % en Allemagne par exemple. Enfin, il renvoie plus souvent également au terme de puissance, notamment en France (51 %), en Espagne (54 %) et en Italie (46 %), et vraisemblablement pour beaucoup dans une acception plutôt négative. En effet, tous pays confondus, ceux pour qui le terme « souveraineté » évoque quelque chose de négatif sont beaucoup plus nombreux à l'associer à l'idée de puissance (57 %, contre seulement 23 % de ceux qui portent un jugement positif sur ce terme).

Dans les pays où le mot souveraineté est considéré positivement, il renvoie avant tout à l'indépendance (63 % en Allemagne, 65 % en Pologne, 72 % en Lettonie), à l'autodétermination (53 % en Allemagne, 62 % en Suède, 42 % en Lettonie, 40 % en Pologne) et bien moins à la puissance (23 % en Allemagne, 22 % en Suède, 15 % en Lettonie, 9 % en Pologne), au nationalisme (7 % en Allemagne seulement par exemple) ou au protectionnisme (6 % en Allemagne).

Les évocations liées au terme de souveraineté (1/2)

EN %, AU TOTAL	ENSEMBLE	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	POLOGNE	ROUMANIE	LETTONIE	SUÈDE
		Indépendance	42	31	63	22	20	65	55
Puissance	37	51	23	46	54	9	41	15	22
Autodétermination	34	22	53	25	20	40	22	42	62
Nationalisme	31	43	7	58	43	6	32	14	20
Liberté	28	15	35	13	27	61	30	45	34
Protectionnisme	16	26	6	26	17	5	9	4	11
Protection	13	13	13	10	19	13	12	8	4

Total supérieur à 100 car deux réponses possibles

Parmi les mots suivants, quels sont ceux que vous évoquent spontanément le terme de souveraineté ? En premier ? En deuxième ?

12 - © Ipsos | Enquête sur la souveraineté européenne - Fondation Jean-Jaurès & Fondation Friedrich-Ebert

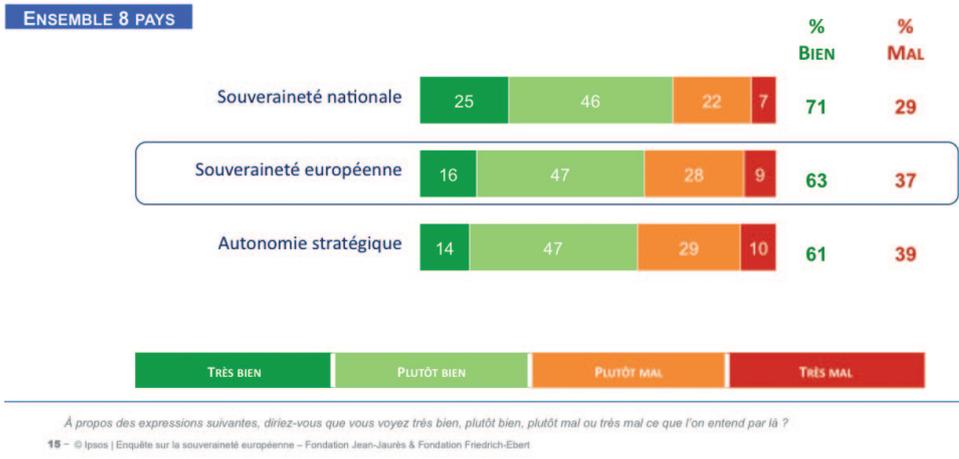


Enfin, au-delà des différences de perception très nettes selon les pays, le terme de souveraineté est perçu un peu plus positivement par les seniors (52 % des 60 ans et plus contre 42 % des moins de 50 ans) et les plus qualifiés (56 % des CSP+), avant tout car ils sont plus nombreux à être en mesure de se prononcer.

La souveraineté européenne, un concept parfois difficile à saisir et qui ne fait pas l'unanimité

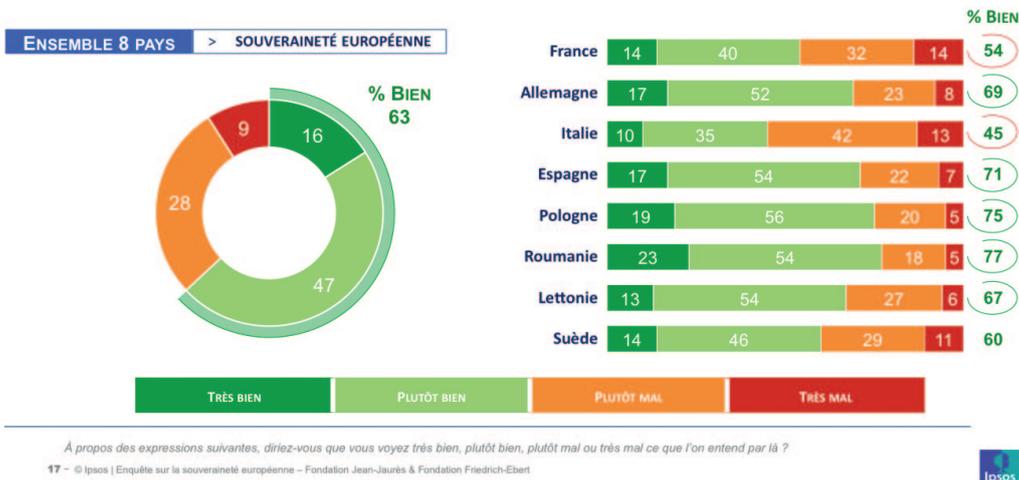
Interrogés sur leur compréhension de l'expression « souveraineté européenne », 6 Européens sur 10 disent voir ce dont il s'agit (63 % dont seulement 16 % « très bien », contre 37 % mal). C'est 8 points de moins que pour l'expression « souveraineté nationale » (71 % comprennent bien le terme), et à peine plus que pour « autonomie stratégique » (61 %).

Environ deux tiers des répondants voient bien ce que signifient les notions de souveraineté nationale ou européenne



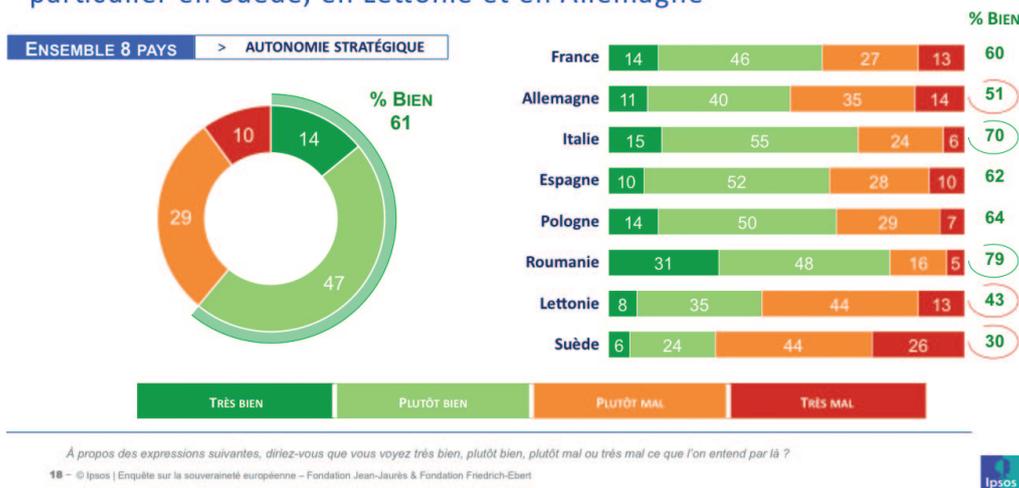
C'est en France et surtout en Italie que l'expression est la moins bien comprise (seulement par 54 % des Français et 45 % des Italiens). Elle l'est davantage en Suède (60 %), Lettonie (67 %) et Allemagne (69 %) et surtout en Espagne (71 %), Pologne (75 %) et Roumanie (77 %).

Le même constat est fait concernant la souveraineté européenne



En France et en Italie en particulier, la notion d'autonomie stratégique est mieux comprise. En revanche, elle l'est beaucoup moins en Allemagne, en Espagne, en Lettonie ou encore en Suède.

La notion d'autonomie stratégique est légèrement plus floue, en particulier en Suède, en Lettonie et en Allemagne



L'expression « souveraineté européenne » est un peu mieux comprise par les 60 ans et plus (68 %), et surtout par les CSP+ (74 %), tout comme pour la souveraineté nationale.

La compréhension d'expressions ayant trait à la souveraineté

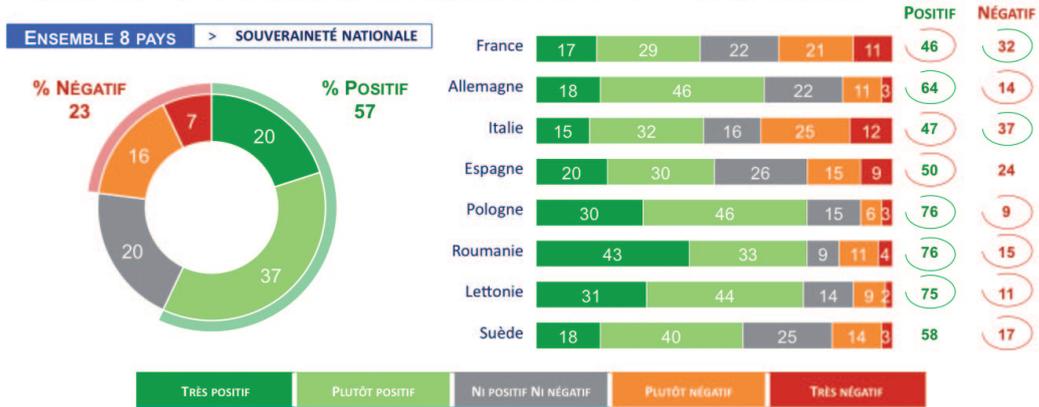
EN %, BIEN	ENSEMBLE	SELON L'ÂGE...								SELON LA CSP...				SELON L'AUTOPOSITIONNEMENT...						
		FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	POLOGNE	ROUMANIE	LETTONIE	SUÈDE	18-34 ANS	35-49 ANS	50-59 ANS	60 ANS ET PLUS	CSP+	CSP=	CSP-	INACTIFS	GAUCHE	CENTRE	DROITE
Souveraineté nationale	71	68	75	56	70	83	84	78	71	68	66	72	77	80	69	68	71	66	76	79
Souveraineté européenne	63	54	69	45	71	75	77	67	60	64	57	61	68	74	61	60	62	63	70	61
Autonomie stratégique	61	60	51	70	62	64	79	43	30	64	59	59	60	68	61	60	59	61	58	67

À propos des expressions suivantes, diriez-vous que vous voyez très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal ce que l'on entend par là ?

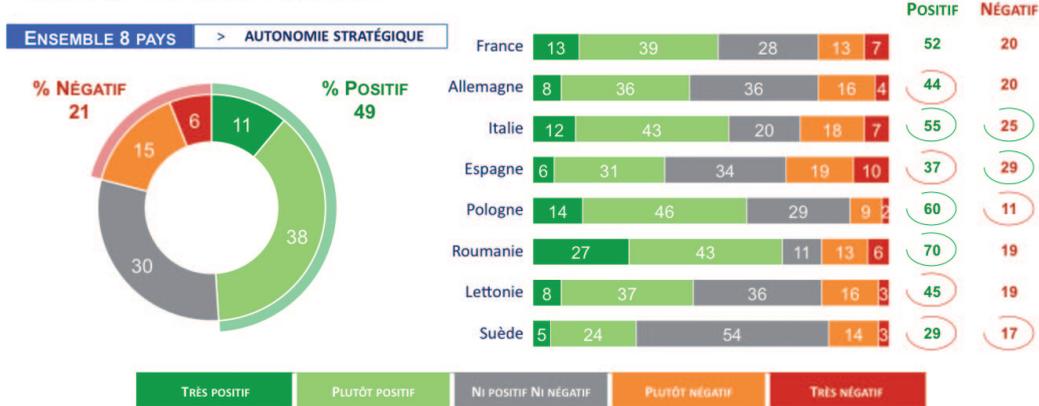
19 - © Ipsos | Enquête sur la souveraineté européenne - Fondation Jean-Jaurès & Fondation Friedrich-Ebert

Les Européens sont partagés et divisés quant à la connotation de ce terme. Sur l'ensemble des huit pays, ils sont à peine plus d'un sur deux à considérer l'expression « souveraineté européenne » comme quelque chose de positif (52 %), contre 26 % négatif et 22 % ni positif ni négatif. C'est un peu moins positif que pour la souveraineté nationale (5 points de moins) et à peine plus que pour « autonomie stratégique » (3 points de plus).

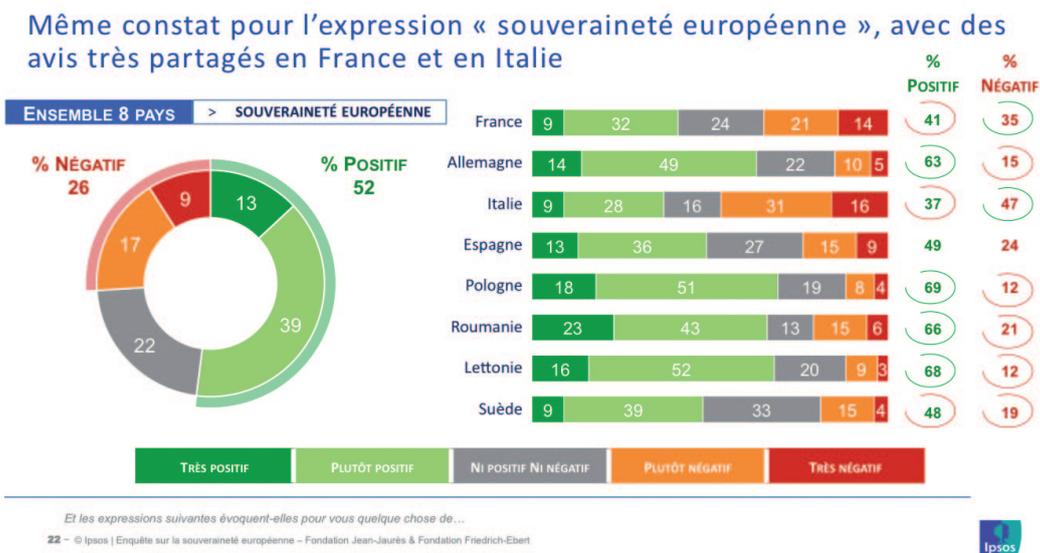
Plus d'une personne sur deux trouve positive l'expression « souveraineté nationale », avec des résultats plus nuancés en Europe du sud



Les jugements autour de la notion d'« autonomie stratégique » sont aussi globalement positifs

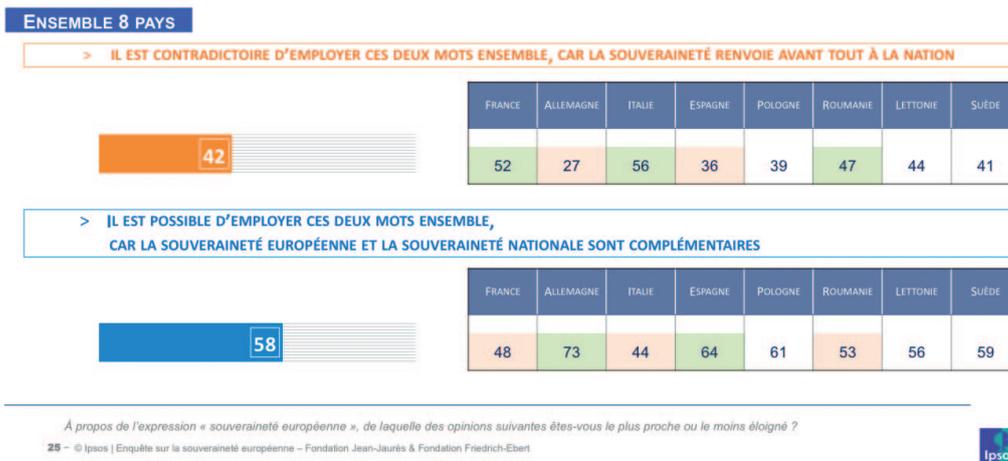


Dans quatre des pays sondés, l'expression « souveraineté européenne » est jugée très majoritairement positive : l'Allemagne (63 %), la Pologne (69 %), la Roumanie (66 %) et la Lettonie (68 %). Elle l'est beaucoup moins en Espagne (49 % positif contre 24 % négatif), en Suède (48 % contre 19 %) en France (41 % positif contre 35 % négatif), et surtout en Italie (37 % positif contre 47 % négatif).



Notons d'ailleurs qu'en France et en Italie, une majorité considère même qu'il est contradictoire d'employer les deux mots « souveraineté » et « Europe » ensemble (52 % des Français et 56 % des Italiens le pensent), contre seulement 27 % des Allemands.

L'association des termes « souveraineté » et « Europe » a du sens pour plus d'une personne sur deux (1/2)



En termes socio-démographiques, l'expression est jugée plus favorablement par les 60 ans et plus (58 % contre 47 % des 35-49 ans) et les CSP+ (61 %) mais la proportion de jugements négatifs varie assez peu selon l'âge et la CSP (entre 22 % et 29 % selon la tranche considérée). C'est surtout la capacité à trancher qui évolue. L'auto-positionnement politique est plus clivant : le terme est plus positif pour les centristes (61 % et seulement 17 % des jugements négatifs) que pour les sympathisants de gauche (54 % contre 27 % négatifs) et surtout de droite (51 % contre 30 % négatifs). Ces derniers pour certains y voient sans doute une limitation de la souveraineté nationale, un concept qui leur parle beaucoup plus (70 % d'évocations positives contre 48 % pour les sympathisants de gauche).

L'appréciation d'expressions ayant trait à la souveraineté

EN %, POSITIF (+) / NÉGATIF (-)	ENSEMBLE		FRANCE		ALLEMAGNE		ITALIE		ESPAGNE		POLOGNE		ROUMANIE		LETTONIE		SUÈDE	
	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-
Souveraineté nationale	57	23	46	32	64	14	47	37	50	24	76	9	76	15	75	11	58	17
Souveraineté européenne	52	26	41	35	63	15	37	47	49	24	69	12	66	21	68	12	48	19
Autonomie stratégique	49	21	52	20	44	20	55	25	37	29	60	11	70	19	45	19	29	17

EN %, POSITIF (+) / NÉGATIF (-)	ENSEMBLE		SELON L'ÂGE...				SELON LA CSP...				SELON L'AUTOPOSITIONNEMENT													
	+	-	18-34 ANS	35-49 ANS	50-59 ANS	60 ANS ET PLUS	CSP+	CSP=	CSP-	INACTIFS	GAUCHE		CENTRE		DROITE									
Souveraineté nationale	57	23	52	26	52	25	59	21	64	20	65	21	56	24	57	22	56	23	48	32	63	17	70	15
Souveraineté européenne	52	26	51	26	47	29	50	28	58	24	61	22	53	25	49	28	51	27	54	27	61	17	51	30
Autonomie stratégique	49	21	50	19	47	22	48	22	52	22	59	16	50	20	48	22	47	23	47	25	49	19	57	19

Et les expressions suivantes évoquent-elles pour vous quelque chose de...

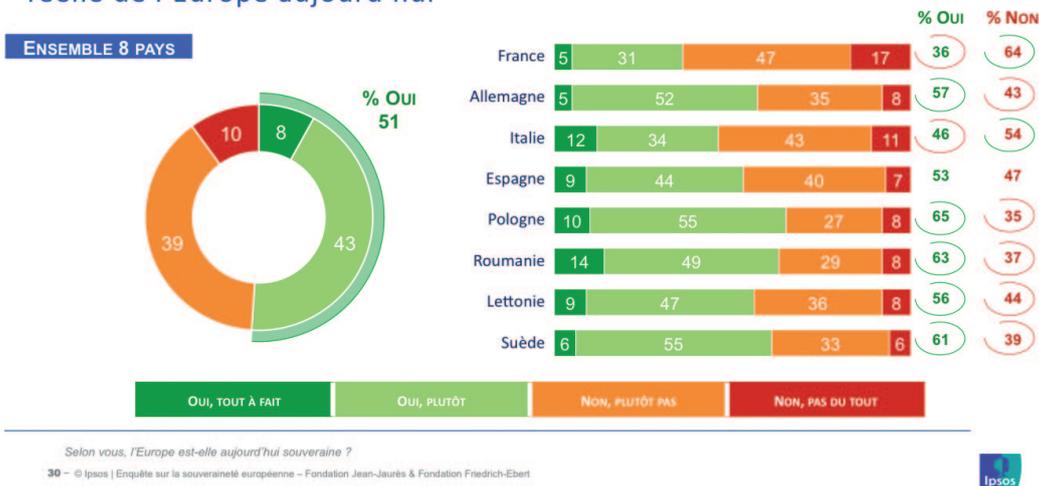
24 - © Ipsos | Enquête sur la souveraineté européenne - Fondation Jean-Jaurès & Fondation Friedrich-Ebert



Seul un Européen sur deux considère aujourd'hui l'Europe souveraine

Alors que les Européens définissent avant tout la souveraineté comme l'indépendance vis-à-vis des autres (58 % citent cette définition parmi les deux principales significations de la souveraineté), le fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences (57 %) ou la capacité à faire valoir ses propres intérêts (51 %), beaucoup plus que par une coopération librement déterminée avec ses partenaires (35 %), seulement 51 % des Européens considèrent que l'Europe est aujourd'hui souveraine. Si les pays du Nord et de l'Est de l'Europe en sont majoritairement persuadés (61 % des Suédois, 65 % des Polonais, 63 % des Roumains, 56 % des Lettons et 57 % des Allemands), la France et l'Italie sont beaucoup plus négatives (64 % des Français pensent que l'Europe n'est pas souveraine et 54 % des Italiens). Les Espagnols sont très partagés, une courte majorité considérant néanmoins que l'Europe est souveraine (53 %).

Des avis très partagés – et contrastés selon les pays – sur la souveraineté réelle de l'Europe aujourd'hui



Pour que l'Europe soit souveraine, l'économie apparaît comme l'aspect le plus important au plus grand nombre (69 % jugent qu'il est primordial qu'elle dispose d'une économie prospère pour être souveraine), mais d'autres éléments sont également jugés presque aussi déterminants. Une large majorité d'Européens considère en effet primordial qu'elle dispose d'une politique de sécurité et de défense commune (67 % ; majoritaire dans tous les pays), que la production européenne dans des domaines stratégiques telles que l'alimentation ou la santé soit garantie (65 % ; majoritaire partout sauf en Pologne), qu'elle dispose de ses propres ressources énergétiques (60 % ; majoritaire partout sauf en Pologne et en Suède), qu'elle défende fortement ses valeurs (61 % ; sauf en Pologne et en Suède), qu'elle maîtrise ses frontières extérieures (59 %, sauf la Pologne), qu'elle ait des outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères (58 %, sauf en Pologne), une maîtrise des infrastructures stratégiques (52 % sauf en Pologne et en Suède) et ses propres ressources fiscales (53 %, une minorité néanmoins en Allemagne, Pologne et Suède). Quant à la maîtrise des infrastructures numériques, elle est jugée primordiale par un peu moins d'un Européen sur deux (46 %), mais par une courte majorité en France (51 %), en Espagne (51 %) et surtout en Roumanie (60 %).

Les éléments dont doit disposer l'Europe pour être souveraine 1/2

EN %, PRIMORDIAL	ENSEMBLE	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	POLOGNE	ROUMANIE	LETONIE	SUÈDE
Une économie prospère	69	67	67	73	75	59	82	71	45
Une politique de sécurité et de défense commune	67	67	71	72	67	53	75	70	50
Garantir la production européenne dans des domaines stratégiques telles que l'alimentation ou la santé	65	70	65	66	72	46	75	64	56
Des ressources énergétiques européennes / Ses propres ressources énergétiques	60	62	59	64	64	43	72	59	44
Une défense forte de ses propres valeurs (...) tant à l'intérieur qu'à l'extérieur	61	63	65	58	62	48	73	65	50
Une maîtrise des frontières extérieures de l'UE	59	63	61	56	60	39	68	59	66
Des outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères (...)	58	64	60	61	57	40	66	60	64
Une maîtrise des infrastructures stratégiques (...)	52	55	52	56	56	29	67	52	50
Ses propres ressources fiscales	53	57	45	63	61	32	68	54	34
Une maîtrise des infrastructures numériques (...)	46	51	49	47	51	24	60	39	42

Pour que l'Europe soit souveraine, doit-elle selon vous disposer de chacune des choses suivantes ?

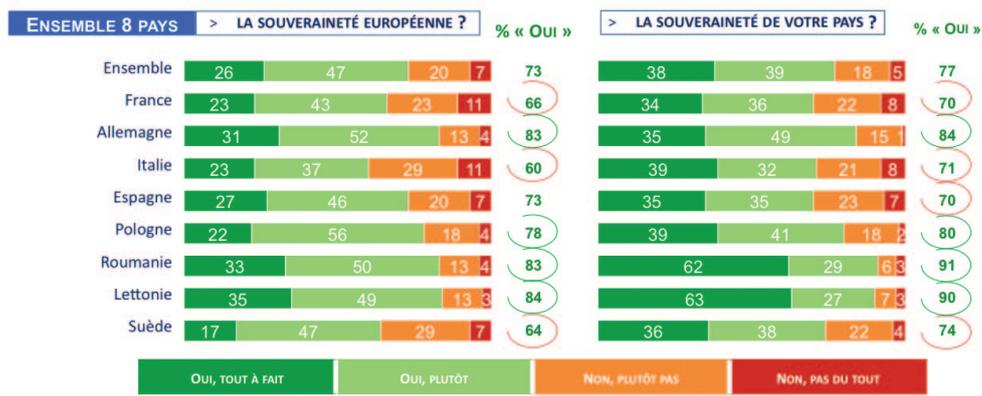
32 - © Ipsos | Enquête sur la souveraineté européenne - Fondation Jean-Jaurès & Fondation Friedrich-Ebert

Près des trois quarts des Européens pensent qu'il faut renforcer la souveraineté européenne

Alors que les Européens considèrent très majoritairement qu'il faut renforcer la souveraineté de leur pays (77 % ; de 70 % pour la France et l'Espagne à 91 % pour la Roumanie), ils ne considèrent pas contradictoire de souhaiter dans le même temps un renforcement de la souveraineté européenne. En effet, 73 % des Européens considèrent qu'il faut renforcer cette dernière, particulièrement les Lettons (84 %), les Roumains (83 %) et les Allemands (83 %), un peu moins mais toujours très majoritairement les Espagnols (73 %), les Français (66 %), les Suédois (64 %) et même les Italiens (60 %).

Si l'expression souveraineté européenne plaît assez peu aux Français et aux Italiens, ils ne sont donc pas pour autant majoritairement réfractaires sur le fond.

L'idée de renforcer la souveraineté européenne plaît à une majorité solide – presque autant que le renforcement de la souveraineté nationale



34 - © Ipsos | Enquête sur la souveraineté européenne - Fondation Jean-Jaurès & Fondation Friedrich-Ebert



Si les Européens considèrent majoritairement qu'il faut renforcer la souveraineté européenne, c'est avant tout pour faire face à la menace terroriste (37 % la citent parmi les deux principales raisons ; particulièrement en France, en Pologne, Roumanie et Suède), le défi du changement climatique (34 %, particulièrement cité en Allemagne) et la menace sanitaire (31 %, surtout aux yeux des Italiens et des Espagnols). Autant de défis globaux appelant à leurs yeux une réponse globale, devant le manque de poids de leur pays à l'échelle à l'international (27 % ; 39% en Italie et 37 % en Lettonie tout de même) ou la volonté de puissance d'autres acteurs, en tête desquels la Chine (20 % ; 25 % en France et 27 % en Suède). La volonté de puissance de la Russie est citée par seulement 13 % des Européens mais atteint 30 % en Pologne (troisième raison pour renforcer la souveraineté européenne) et 31 % en Lettonie (troisième également).

Les raisons justifiant le souhait de renforcer la souveraineté européenne 1/2

EN %, AU TOTAL

	ENSEMBLE	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	POLOGNE	ROUMANIE	LETTONIE	SUÈDE
La menace terroriste	37	42	37	28	31	43	44	38	43
Le défi du changement climatique	34	30	42	34	31	32	16	18	34
La menace sanitaire	31	26	30	38	41	26	33	30	26
Le manque de poids de votre pays à l'échelle internationale	27	30	19	39	32	17	31	37	15
La volonté de puissance de la Chine	20	25	18	23	19	20	15	9	27
La volonté de puissance des États-Unis	17	14	21	13	22	12	20	21	13
La volonté de puissance des géants du numérique (GAFAM)	14	19	11	10	15	17	17	13	15
La volonté de puissance de la Russie	13	6	13	9	8	30	21	31	22
La volonté de puissance de la Turquie	7	9	11	6	2	3	4	3	6

Quelles raisons parmi les suivantes expliquent le mieux qu'il faille renforcer la souveraineté européenne selon vous ? En premier ? En deuxième ?

37 - © Ipsos | Enquête sur la souveraineté européenne - Fondation Jean-Jaurès & Fondation Friedrich-Ebert



Les raisons justifiant la difficulté à renforcer la souveraineté européenne 1/2

EN %

	ENSEMBLE	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	POLOGNE	ROUMANIE	LETTONIE	SUÈDE
Le fait que certains pays européens soient dirigés par des dirigeants nationalistes	23	15	35	19	21	22	14	14	38
La pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte	22	21	17	20	24	22	36	41	17
La faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement ...) telles qu'elles existent aujourd'hui	19	23	14	22	22	16	19	15	13
Les différences culturelles / de culture entre les nations européennes	16	16	17	19	12	18	11	9	24
La réticence des populations dans différents pays européens	11	14	9	14	12	12	10	11	2
La pression de grands groupes industriels ou de plateformes numériques	9	11	8	6	9	10	10	10	6

Selon vous, à l'heure actuelle, qu'est-ce qui freine aujourd'hui le plus la mise en place de davantage de souveraineté européenne ?

40 - © Ipsos | Enquête sur la souveraineté européenne - Fondation Jean-Jaurès & Fondation Friedrich-Ebert



Or aux yeux des Européens, ce qui freine aujourd'hui le plus la mise en place de davantage de souveraineté européenne, ce n'est pas la réticence des populations (seulement 11 % le pensent), c'est bien davantage le fait que certains pays européens soient conduits par des dirigeants nationalistes (23 % ; 38 % des Suédois et 35 % des Allemands), la pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte (22 % ; 41 % des Lettons et 36 % des Roumains), la faiblesse des institutions européennes telles qu'elles existent aujourd'hui (19 %), des différences culturelles entre nations européennes (16 %) et dans une moindre mesure la pression de grands groupes industriels ou de plateformes numériques (9 %).

Le rapport des Allemands à la souveraineté européenne

L'enquête sur la souveraineté européenne confirme l'opinion positive et pro-européenne des Allemands à l'égard de l'Union européenne, qui trouve sa source dans la responsabilité historique des deux guerres mondiales et de la division allemande. L'Allemagne a bénéficié de l'intégration européenne plus que tout autre pays : pour les Allemands, la paix, la liberté et la prospérité sont étroitement liées à l'idée européenne depuis 1945 et 1989. Qu'ils se considèrent comme des Européens allemands ou des Allemands européens, les Allemands ne voient pas de contradiction, mais bien un renforcement mutuel dans le désir d'accroître à la fois la souveraineté nationale et européenne. Lors des dernières grandes crises de l'Union européenne (la crise financière de 2008-2009 et la crise des réfugiés de 2015), l'Allemagne a été à la manœuvre pour gérer la situation, ce qui n'a pas toujours fait le bonheur de tous les États membres. Même si peu d'initiatives en faveur du développement et de l'approfondissement de l'Union sont venues du côté allemand ces dernières années, il ne fait pour les Allemands aucun doute que les défis mondiaux ne peuvent être relevés que par le biais de l'action de l'Union européenne.

En raison de l'expérience historique du fascisme et du national-socialisme, les Allemands sont très sceptiques à l'égard de tout ce qui est « national ». Il n'est donc pas surprenant de constater que les Allemands comptent dans l'enquête parmi les citoyens qui ont le plus tendance à considérer les gouvernements nationalistes en Europe comme le plus grand obstacle à une plus grande souveraineté européenne. Contrairement à d'autres pays, la « souveraineté » n'est pas associée au nationalisme en Allemagne et fait l'objet d'associations positives constantes : indépendance, autodétermination et liberté sont les trois premières réponses qui apparaissent lorsqu'on leur demande à quoi ce terme est associé. Le fait que la souveraineté ne soit pas considérée politiquement comme de droite ou de gauche mais comme neutre va dans le même sens et constitue une particularité allemande comparée aux autres pays. La perception positive que les Allemands ont de ce terme peut également s'expliquer par le fait que le terme « souverain » est souvent utilisé en allemand courant pour caractériser les personnes qui ont maîtrisé une situation difficile avec brio. Cette qualité correspond également à celle que les Allemands souhaiteraient voir incarnée par l'Union européenne et l'Allemagne, qu'ils voient comme une institution et un pays devant être capables de relever les défis politiques et résoudre les problèmes avec maîtrise et succès.

La souveraineté ? Un terme positif et apprécié en Allemagne

« Lorsque vous entendez le mot souveraineté, quelles sont les idées, les images auxquelles vous pensez spontanément ? » Alors que les Français associent massivement le terme « souveraineté » au champ sémantique de la royauté (« roi », « reine », « monarchie », etc.), les réponses enregistrées outre-Rhin projettent un terrain d'opinion nettement plus favorable à l'idée de souveraineté européenne :

indépendance, État, liberté, autonomie, pouvoir, autodétermination, sécurité, confiance, force...

Le terme « souveraineté » évoque globalement « quelque chose de plutôt positif » pour les trois quarts des Allemands (73 %), alors qu'on est à moins de 50 % en moyenne sur les huit pays de l'enquête, et à 29 % en France. Les Allemands sont également les plus nombreux, avec les Polonais et les Lettons, à juger le terme « moderne » (31 %), quand moins de 10 % le trouvent « dépassé » (50 % optent pour « ni l'un ni l'autre »). On est là encore loin des scores relevés en France et en Italie, où le qualificatif « dépassé » est majoritaire, avec respectivement 49 % et 53 % de citations. L'absence de couleur

politique liée à la souveraineté est une autre spécificité germanique : 3 % des personnes interrogées jugent le terme « de gauche », 5 % « de droite », quand une large majorité (77 %) s'accorde sur « ni de gauche, ni de droite » (15 % de sans opinion). Dans les autres pays les avis sont plus partagés, et si la majorité des Européens (58 %) n'attribue pas non plus de couleur politique au mot, il reste pour les autres plutôt associé à la droite (23 %) qu'à la gauche (6 %).

Invités enfin à sélectionner dans une liste de propositions les deux qui s'associent le mieux au mot « souveraineté », les Allemands ont été plus d'un sur deux à choisir « l'indépendance » (63 % de citations) et « l'autodétermination » (53 %), la « liberté » (35 % de citations) complétant le podium. Les choix allemands marquent là encore une certaine bienveillance à l'égard du terme, qu'on ne retrouve pas en Europe du Sud. En France, en Italie et en Espagne, ce sont les mots « puissance » et « nationalisme » qui arrivent en tête.

Souveraineté européenne : deux mots qui vont très bien ensemble

La connotation largement positive du mot « souveraineté » relevée en Allemagne joue-t-elle en faveur d'un soutien plus marqué au concept de « souveraineté européenne » ? Près de 70 % des Allemands déclarent en tous cas bien voir ce que signifie l'expression, et 63 % en ont un *a priori* positif (en particulier les sympathisants de la CDU, du SPD et des Die Grünen, seuls ceux de l'AfD étant très partagés). On est au niveau de ce que l'on enregistre sur la notion de « souveraineté nationale », que 75 % des Allemands déclarent bien comprendre et qui évoque quelque chose de positif dans 64 % des cas, et un peu au-dessus des moyennes européennes sur chacun des deux termes. L'expression « autonomie stratégique » est en revanche moins bien comprise (51 % des Allemands voient bien ce dont il s'agit, pour 61 % en moyenne sur les huit pays de l'étude), même si les jugements restent globalement positifs (44 % d'avis positifs pour 20 % d'avis négatifs, on est à 49 % / 21 % en moyenne européenne).

La notion de souveraineté européenne est donc bien comprise et bien perçue en Allemagne, et rares sont ceux qui y voient une contradiction avec la souveraineté nationale. Les trois quarts des Allemands (73 %, le plus fort taux des huit pays testés, 15 points au-dessus de la moyenne européenne) estiment ainsi qu'il est possible de rapprocher les termes souveraineté et Europe, « car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires ». Seulement 27 % (pour 42 % en moyenne européenne) pensent plutôt que les deux termes sont contradictoires, « la souveraineté renvoyant avant tout à la nation ». Là encore, la différence assez nette entre l'Allemagne et la moyenne des pays étudiés est liée au sens donné au concept de souveraineté. Outre « l'indépendance vis-à-vis des autres » (63 % de citations), la souveraineté signifie aussi pour les Allemands « la coopération librement déterminée avec ses partenaires » (49 %), alors que cet item n'arrive qu'en dernière position en moyenne européenne (35 %).

La souveraineté européenne, déjà une réalité pour la majorité des Allemands

À la question « selon-vous, l'Europe est-elle aujourd'hui souveraine ? », la majorité des Allemands répondent par l'affirmative (57 %, 43 % d'avis contraires). On est à nouveau au-dessus de la moyenne européenne, qui présente sur cette question un rapport de force équilibré (51 % de « oui », 49 % de « non »), et très éloigné des pays où l'opinion est majoritairement critique, la France (64 % de « non ») et l'Italie (54 %).

Les avis sur la souveraineté réelle de l'Europe sont contrastés d'un pays à l'autre, alors que pourtant les conditions primordiales pour parvenir à cette souveraineté sont partagées : « une politique de sécurité et de défense commune », jugée primordiale pour 71 % des Allemands (67 % en moyenne sur les 8 pays de l'enquête), « une économie prospère » (67 % de citations en Allemagne, 69 % en moyenne européenne), « la garantie d'une production européenne dans des domaines stratégiques telle que l'alimentation et la santé » (65 % / 65 %), « une défense forte de ses propres valeurs – démocratie, État de droit – tant à

l'intérieur qu'à l'extérieur » (65 %, 61 %), « une maîtrise des frontières extérieures de l'UE » (61 % / 59 %), « des outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères » (60 % / 58 %), « des ressources énergétiques européennes » (59 % / 60 %), « une maîtrise des infrastructures stratégiques - ports, aéroports, énergie... » (52 % / 52 %), « une maîtrise des infrastructures numériques - réseaux sociaux, 5G, Cloud... » (49 % / 46 %), « ses propres ressources fiscales » (45 % / 53 %). La hiérarchie des différents éléments diffère légèrement d'un pays à l'autre, mais les niveaux restent proches. Et quand une condition n'apparaît pas « primordiale » dans un pays, elle est *a minima* « importante ». On est en moyenne européenne à plus de 90 % de « primordiale ou importante » pour chacune des dix conditions proposées.

Que la souveraineté européenne soit déjà ou non une réalité, dans tous les pays de l'enquête, on l'appelle de ses vœux. Dans l'ensemble, 73 % des Européens estiment qu'il faut « renforcer » la souveraineté européenne, un taux qui grimpe à 83 % en Allemagne, un des plus forts avec ceux mesurés en Lettonie (84 %) et en Roumanie (83 %). Pour les Allemands, le renforcement de la souveraineté européenne est autant souhaité qu'un renforcement de la souveraineté du pays (84 %). Ce soutien massif s'explique par les avantages escomptés d'un tel renforcement. À choisir deux raisons qui pourraient le justifier, les Allemands placent en tête « le défi du changement climatique » (42 % de citations, pour 34 % en moyenne sur les huit pays de l'enquête en deuxième position), « la menace terroriste » (37 % en Allemagne, 37 % en moyenne européenne à la première position) et « la menace sanitaire » (30 % / 31 %). Le renforcement de la souveraineté européenne apparaît également stratégique aux Allemands pour contrer

« la volonté de puissance des États-Unis » (21 %), raison d'ailleurs plus souvent évoquée que « la volonté de puissance de la Chine » (18 %), alors que c'est l'inverse en moyenne européenne (17 % pour les États-Unis, 20 % pour la Chine). En Allemagne, on évoque aussi un peu plus qu'ailleurs « la volonté de puissance de la Turquie » (11 % de citations / 7 % en moyenne européenne) – sans doute en raison des relations spécifiques entre les deux pays –, et moins souvent « le manque de poids de son pays à l'échelle internationale » (19 % de citations, 27 % en moyenne européenne).

Dès lors, qu'est-ce qui freine le plus le renforcement de la souveraineté européenne ? Pour les Allemands, une raison se détache, choisie par une personne sur trois (35 %) : « le fait que certains pays européens soient dirigés par des nationalistes » – un item largement plus cité que dans d'autres pays (23 % en moyenne sur les 8 pays, et seulement 15 % en France, ou encore 14 % en Roumanie et en Lettonie). L'Allemagne partage cette spécificité avec la Suède (38 % sur cet item). « La pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger un Europe forte », raison la plus souvent choisie en Lettonie (41 %) et en Roumanie (36 %), n'est qu'à 17 % en Allemagne, au même niveau que « les différences culturelles entre les nations européennes », preuve une nouvelle fois de l'ancrage profond de l'Allemagne dans l'Union européenne. « La faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement) » est ensuite à 14 %, alors que c'est la raison n°1 pour les Français (23 %) et les Italiens (22 %). Les items « la réticence des populations » et « la pression des grands groupes industriels ou des plateformes numériques » sont également cités, mais par moins de 10 % de l'échantillon.

Le rapport des Français à la souveraineté européenne

Pays à l'initiative du discours sur la souveraineté européenne, la France affiche dans l'enquête une singularité qui découle de l'imaginaire dans lequel s'inscrivent son histoire et son identité politique. L'appartenance très forte du mot de « souveraineté » à un imaginaire monarchique témoigne de la prégnance du souvenir ambigu de la figure du roi dans l'inconscient collectif et de la dimension « verticale » du pouvoir, encore aujourd'hui à l'œuvre dans le système présidentiel de la V^e République. La souveraineté renvoie par ailleurs à la question centrale et controversée du rapport de la France à son environnement extérieur. Qu'elle révèle chez les Français la peur d'un déclassement ou bien l'idée d'une affirmation face à la mondialisation, la souveraineté, associée à la « puissance », prend sa source dans l'idée d'un rayonnement de leur État-nation dans le monde. Marquée par son modèle de république centralisée, « une et indivisible », et sa difficulté à penser la volonté politique à plusieurs niveaux de responsabilité, la France veut jouer un rôle précurseur sur la souveraineté européenne qui vise à offrir à ses citoyens un débouché dépassant le cadre national, mais n'échappe pas à une ambiguïté : l'Europe des Français étant pensée comme la perspective d'une France en plus grand, leurs attentes, très élevées, sont régulièrement déçues et expliquent leur pessimisme à l'égard de l'état actuel de la souveraineté européenne. Pour autant, c'est précisément cette exigence qui appelle chez eux un désir de renforcement, plus que la moyenne des autres pays, de tous les champs concrets possibles de l'action politique de l'Union.

La souveraineté ? Une notion associée en France à la royauté

En préambule aux questions sur la souveraineté européenne, Ipsos a demandé aux Français et aux Allemands ce qu'évoque pour eux le terme de « souveraineté ». En France, la réponse est sans équivoque. Sur les 1 000 personnes interrogées, 300 (!) associent spontanément la souveraineté au « roi ». On relève là un taux de 30 % exceptionnel pour ce type de questions ouvertes, où la norme se situe plutôt autour des 10 % pour les réponses les plus fréquentes. Ce taux est d'autant plus remarquable que s'aggrave autour du mot « roi » un ensemble de citations dans le même champ sémantique : « reine » (8,7 % de citations), « royauté » (5,7 %), « souverain » (4,9 %), « monarchie » (4,5 %), « royaume » (4,3 %), ou encore « couronne », « royal », « château », « prince », également dans la liste entre 1 % et 3 % de citations.

À titre de comparaison, les termes qui reviennent le plus fréquemment en Allemagne sont à moins de 10 % et font référence à « l'indépendance » (« Unabhängigkeit », 7,4 % de citations, « Unabhängig », 4,8 %), à « l'État » (« Staat », 4,2 %) ou à « la liberté » (« Freiheit », 3,7 %). On aurait toutefois tort à ce stade de conclure à deux visions qui s'opposent. Les valeurs mises en avant en Allemagne sont également présentes en France, dans des proportions d'ailleurs relativement proches : le terme « indépendant » est cité par 7,9 % des Français, le terme « État » est à 3,7 %, la « liberté » à 2,8 %. Mais ces évocations sont éclipsées par l'association « souveraineté / roi » qui prédomine et impacte nécessairement les traits d'image du terme.

Ainsi, le mot « souveraineté » n'évoque « quelque chose de plutôt positif » que pour 29 % des Français, quand c'est le cas pour près de la moitié des Européens (46 %) et près des trois quarts des Allemands (73 %). De même, un Français sur deux considère le terme « dépassé » (49 %), pour seulement 12 % qui le juge « moderne » et 35 % « ni l'un ni l'autre ». On est là encore assez loin de la moyenne européenne

(32 % « dépassé », 20 % « moderne » et 40 % « ni l'un ni l'autre »), et plus encore des niveaux relevés en Allemagne (9 % « dépassé », 31 % « moderne » et 50 % « ni l'un ni l'autre »). Sur ces deux questions, la France est nettement plus proche de ses voisins d'Europe du Sud, l'Espagne et l'Italie.

Les résultats sont en revanche plus homogènes en ce qui concerne la couleur politique qu'on attribue au mot « souveraineté ». Dans chacun des huit pays de l'enquête, la majorité s'accorde sur un terme qui ne serait « ni de gauche, ni de droite » (58 % de cet avis en moyenne européenne, 53 % en France). Pour les autres, il reste davantage associé à la droite (23 % en moyenne européenne, 30 % en France), très rarement à la gauche (6 % en moyenne européenne, 4 % en France).

Le réflexe « royauté » s'estompe quand on travaille en question fermée et que les interviewés choisissent dans une liste préétablie ce que leur évoque la souveraineté. Les Français retiennent alors « la puissance » (51 % de citations), devant « le nationalisme » (43 %), « l'indépendance » (31 %) et le « protectionnisme » (26 %). Cette hiérarchie diffère tout de même sensiblement de ce que l'on relève en moyenne européenne, où le terme « indépendance » arrive en tête (42 % de citations, +11 points par rapport à la France), devant « la puissance » (37 %, - 14) et « l'autodétermination » (34 %, + 12). On est encore plus éloignés des résultats relevés en Allemagne, qui met en avant un triptyque « indépendance » (63 %), « autodétermination » (53 %), « liberté » (35 %).

La souveraineté européenne, bien moins perçue en France qu'ailleurs

Un peu plus d'un Français sur deux (54 %, pour 63 % en moyenne sur les huit pays de l'enquête) assurent avoir une bonne idée de ce qu'on entend par « souveraineté européenne ». C'est moins que ce que l'on enregistre pour la notion de « souveraineté nationale » (68 % des Français et 71 % des Européens voient bien de quoi il s'agit), et même moins que pour le concept *a priori* plus difficile « d'autonomie stratégique » (60 % en France, 61 % en moyenne

européenne). Si l'on met de côté ceux qui voient « plutôt bien » ce que signifie ces expressions pour ne garder que ceux qui voient « très bien » ce dont il s'agit, la France rejoint la moyenne européenne sur chacun des trois termes, avec des scores qui suggèrent tout de même un déficit d'information. La part des Français qui déclarent « très bien » voir ce que signifie la « souveraineté européenne » tombe à 14 % (16 % en moyenne européenne), soit le même score qu'en ce qui concerne « l'autonomie stratégique » (14 %, 14 % en moyenne), et dix points de moins que pour « la souveraineté nationale » (24 % en France, 25 % en moyenne européenne).

Ce niveau de connaissance approximatif n'empêche pas des *a priori* plutôt favorables. En moyenne sur les huit pays de l'étude, l'expression « souveraineté européenne » évoque quelque chose de positif chez 52 % des personnes interrogées, pour 57 % *a priori* positifs sur « souveraineté nationale » et 49 % sur « autonomie stratégique ». La France se démarque à nouveau par des jugements un peu plus sévères : 41 % d'avis positifs sur la notion de « souveraineté européenne » (dont 66 % et 61 % chez les sympathisants de LREM et EE-LV, mais seulement 36 % pour LR, 33 % pour LFI et 28 % pour les proches du RN), pour 35 % d'avis négatifs et 24 % d'avis « ni négatifs ni positifs ». On est assez loin de l'enthousiasme polonais (69 % *a priori* positifs), letton (68 %), roumain (66 %) ou germanique (63 %). Seule l'Italie fait moins bien, avec même une majorité de mauvaises opinions (37 % « positif » / 47 % « négatif » / 16 % « ni positif ni négatif »).

Il n'y a par ailleurs qu'en France (52 %) et en Italie (56 %) où la majorité des interviewés juge qu'il est « contradictoire de parler de souveraineté européenne, car la souveraineté renvoie avant tout à la Nation ». Sur l'ensemble des pays (58 % en moyenne européenne), et notamment en Allemagne (73 %), on pense plus fréquemment « qu'il est possible d'employer ces deux mots ensemble, car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires ».

Ces différences renvoient là encore au sens donné à la « souveraineté ». En France, on associe surtout cette notion « au fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences » (item choisi par 60 % de l'échantillon, pour moins de 50 % en Allemagne et en Suède), « à la capacité à faire valoir ses propres intérêts » (59 % en France, pour moins de 40 % en

Allemagne ou en Pologne), mais nettement moins à « la coopération librement déterminée avec ses partenaires » (27 %, pour 49 % en Allemagne et 52 % en Suède).

La souveraineté européenne, un souhait mais pas une réalité pour la majorité des Français

Au-delà du concept, l'Europe est-elle aujourd'hui souveraine ? Des huit pays de l'enquête, les Français sont les plus dubitatifs. Si un Français sur trois (36 %) considère que « oui, l'Europe est aujourd'hui souveraine », deux sur trois (64 %) pensent que ce n'est pas le cas. Le rapport de force enregistré en France est l'inverse de ce que l'on mesure en Pologne (65 % / 35 %), en Roumanie (63 % / 37 %) ou en Suède (61 % / 39 %). Dans les autres pays, les avis sont plus partagés, mais seule l'Italie enregistre comme la France une majorité de « non » (46 % / 54 %).

Les conditions primordiales pour atteindre une souveraineté européenne réelle sont pourtant partagées dans tous les pays, avec des hiérarchies comparables : « une économie prospère » (69 % de citations en moyenne européenne, 67 % en France), « une politique de sécurité et de défense commune » (67 % en Europe, 67 % en France), « garantir la production européenne dans des domaines stratégiques telles que l'alimentation ou la santé » (65 %, 70 %), « des ressources énergétiques européennes / ses propres ressources énergétiques » (60 %, 62 %), « une défense forte de ses propres valeurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » (61 % / 63 %), « une maîtrise des frontières extérieures de l'UE » (59 %, 63 %), « des outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères » (58 %, 64 %), « une maîtrise des infrastructures stratégiques » (52 %, 55 %), « ses propres ressources fiscales » (53 %, 57 %), « une maîtrise des infrastructures numériques » (46 %, 51 %). Mais pour les Français et les Italiens, le compte n'y est pas.

On n'est toutefois pas dans l'euroscpticisme pour autant. Les deux tiers des Français (66 %) pensent au contraire « qu'il faut renforcer la souveraineté européenne », soit presque autant que ceux qui jugent « qu'il faut renforcer la souveraineté de son pays »

(70 %). L'idée de renforcer la souveraineté européenne séduit une solide majorité dans tous les pays – le score le plus faible est à 60 % en Italie, la moyenne européenne est à 73 %. Les avis sont encore un peu plus favorables en ce qui concerne un renfort de la souveraineté nationale, mais on reste dans les mêmes ordres de grandeur (77 % d'avis favorables en moyenne).

Le renforcement de la souveraineté européenne apparaît donc nécessaire à la majorité des interviewés, d'autant qu'on y voit un moyen de répondre aux problématiques internationales qui inquiètent l'opinion : « la menace terroriste », raison la plus souvent citée en France (42 %) et en moyenne des huit pays de l'enquête (37 %), « le défi du changement climatique » (30 % de citations en France, 34 % sur l'ensemble des 8 pays), « la menace sanitaire » (26 % en France, 31 % en Europe).

Pour les Français comme pour l'ensemble des Européens, le renforcement de la souveraineté européenne apparaît également comme une solution possible aux enjeux géopolitiques actuels, en permettant par exemple de répondre au « manque de poids de son pays à l'échelle internationale » (30 % de citations en France, 27 % en moyenne européenne), ou de contrer « la volonté de puissance de la Chine » (25 % de citations en France, 20 % en moyenne). Enfin, en France plus qu'ailleurs, on attend aussi du renforcement de la souveraineté européenne une réponse à « la volonté de puissance des géants du numérique – GAFAM » (19 % de citations, le plus fort taux des huit pays testés).

Les Européens sont partagés sur la réalité de la souveraineté européenne, mais s'accordent donc sur la nécessité de la renforcer, au-delà des spécificités nationales qui changent un peu la hiérarchie des motivations. Dès lors, comment expliquer les difficultés ? Les Français désignent en priorité « la faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement) » (23 % de citations, 19 % en moyenne des huit pays), « la pression de certains pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte » (21 % de citations, 22 % en Europe), voire « les différences culturelles / de culture entre les nations européennes » (16 % / 16 %). La raison la plus souvent évoquée en moyenne européenne, « le fait que certains pays soient dirigés par des nationalistes » (23 %), est en revanche moins souvent citée dans l'Hexagone (15 %).

Le rapport des Espagnols à la souveraineté européenne

En Espagne, le terme de « souveraineté » semble faire l'objet d'une certaine confusion. Cela n'est pas étonnant. Une des raisons pourrait être liée au statut de monarchie constitutionnelle (« monarchie parlementaire ») du pays. Il faut également considérer, entre autres choses, la mise en place tardive de la démocratie en Espagne dans les années 1970, après quarante ans de dictature.

La souveraineté n'est pas le seul terme qui nécessite une clarification en Espagne. Il est également intéressant de se pencher sur le sens donné au terme « nationalisme », un des concepts les plus souvent associés à la « souveraineté » dans ce sondage. En général, le nationalisme a une connotation négative (lorsqu'il est compris comme un repli sur soi), ou bien positive (lorsqu'il est compris, comme au XIX^e siècle, comme une émancipation). En Espagne, le terme de nationalisme s'applique à la fois au niveau régional, par exemple dans le cas de la Catalogne, et au niveau national, comme pour le Pays basque. Le sens qui lui est accordé peut donc varier en fonction de l'origine et de l'opinion politique de la personne interrogée.

Cette étude prouve encore une fois le profond européisme espagnol, qui n'a presque pas été affecté par la façon dont l'Union européenne a géré la crise économique de 2007-2008. La souveraineté européenne est non seulement considérée de manière positive par la majorité des sondés, mais elle apparaît également comme compatible avec la souveraineté nationale (64 % pour la compatibilité, 36 % pour la contradiction). D'ailleurs, la convergence de ces résultats avec ceux de l'Allemagne (73 % pour la compatibilité, 27 % pour la contradiction) est intéressante. Parmi les huit pays sondés, ce sont les résultats qui sont le plus fortement en faveur du projet européen.

La souveraineté ? Une notion ambiguë pour une majorité d'Espagnols

Est-ce parce que l'Espagne est une monarchie constitutionnelle ? Toujours est-il que lorsqu'on demande aux Espagnols ce qu'évoque pour eux le terme de « souveraineté », ils semblent un peu embarrassés : quelque chose de « ni positif ni négatif » (44 % des réponses), de « ni dépassé ni moderne » (43 %), de « ni de gauche ni de droite » (56 %) ... À chaque fois, le « ni-ni » concerne une large majorité (relative ou non) des répondants.

Pour les autres, les jugements sont partagés : 28 % des Espagnols ont une image « plutôt positive » de la souveraineté, pour 23 % d'avis contraires. On est loin des meilleurs scores observés dans l'enquête, en Allemagne (73 % de « plutôt positif ») ou en Pologne

(69 %), mais au contraire proche des niveaux les plus bas relevés en France (29 % de positif) et en Italie (21 %). Les 60 % d'évocations positives enregistrés en Roumanie ne nous autorisent toutefois pas à conclure à un biais linguistique spécifique aux pays latins.

Les Espagnols sont aussi plus d'un sur trois à considérer le terme de souveraineté « dépassé » (38 %), soit un peu plus que la moyenne européenne (32 %). Seulement 13 % le jugent au contraire « moderne », l'un des scores les plus faibles avec ceux enregistrés en France (12 %) et en Italie (10 %). Quant à la couleur politique, si la majorité ne lui en attribue pas, un Espagnol sur quatre (25 %) associe la souveraineté à « la droite », pour 12 % à « la gauche ». Bien que très minoritaires, ces 12 % sont relativement atypiques par rapport aux taux relevés dans les autres pays : nulle part ailleurs on atteint 10 % sur cet item, la moyenne européenne étant à 6 %.

À choisir ensuite deux mots dans une liste de dix propositions qu'on pourrait associer à la souveraineté,

les Espagnols sélectionnent la « puissance » (54 % de citations) et le « nationalisme » (43 %), deux notions pas forcément très constructives par rapport au projet européen, que l'on retrouve aussi en tête en France et en Italie. On tombe ensuite à 27 % de citations pour « la liberté », 20 % pour « l'indépendance », 20 % également pour « l'autodétermination ».

En proposant enfin non plus des mots mais plutôt des idées à associer à la souveraineté, « le fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences » recueille 63 % de citations, « la capacité à faire valoir ses propres intérêts » est à 58 %, « l'indépendance vis-à-vis des autres » à 43 %. « La coopération librement déterminée avec ses partenaires », choisie par la moitié des Allemands et des Suédois, n'arrive qu'en fin de liste pour l'Espagne, à 36 %.

La souveraineté européenne, une notion plutôt bien perçue

En tendance, l'expression « souveraineté européenne » est moins bien comprise dans les pays où la notion de souveraineté est plutôt mal connotée. Ce n'est pas le cas en Espagne, où 71 % des interviewés déclarent « bien » comprendre ce que l'on entend par ces termes, soit un des plus forts taux des huit pays de l'enquête (63 % en moyenne), équivalent à celui mesuré pour « souveraineté nationale » (70 %). Le niveau de compréhension de l'expression « autonomie stratégique » retombe en revanche dans la moyenne européenne, à 62 % en Espagne pour 61 % sur l'ensemble des pays testés.

La bonne compréhension du concept de souveraineté européenne en favorise peut-être l'image. Pour près d'un Espagnol sur deux (49 %), l'expression évoque « quelque chose de positif », contre 24 % de « négatif » et 27 % « ni positif ni négatif ». Dans le détail, les jugements positifs atteignent 74 % chez les sympathisants du Parti populaire, 57 % chez ceux du PSOE et même 45 % chez les proches de Vox (contre 25 % d'opinions négatives), seuls les sympathisants de Unidas Podemos se démarquant avec 33 % d'opinions positives et 42 % de jugements critiques. Avec un Espagnol sur deux pour qui la souveraineté européenne évoque quelque chose de positif, on est là

encore au même niveau que ce que l'on mesure pour l'expression « souveraineté nationale » (50 % / 24 % / 26 %), une exception partagée avec l'Allemagne. Dans les autres pays, la souveraineté nationale est en effet à chaque fois un peu mieux considérée que la souveraineté européenne, avec une différence dans les jugements positifs allant de 5 à 10 points. Concernant « l'autonomie stratégique », les avis sont en revanche plus sévères. L'expression n'évoque quelque chose de positif qu'à 37 % des Espagnols, soit douze points de moins que la moyenne européenne, calculée à 49 %. Le fait que le terme « autonomía » renvoie en Espagne au débat sur le statut des régions (à commencer par celui de la Catalogne) explique sans doute pour beaucoup ces résultats.

En résumé, la majorité des Espagnols ne voit pas de problème dans l'association des termes « souveraineté » et « Europe », ni de contradiction par rapport à la notion de souveraineté nationale. « Il est possible d'employer ces deux mots ensemble, car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires », pour 64 % des interviewés. Seule une personne sur trois (36 %) juge au contraire que ces deux mots sont contradictoires, la souveraineté renvoyant avant tout à la Nation. À part en Allemagne (73 % / 27 %), on a là le rapport de force le plus favorable au projet européen des huit pays testés.

Les Espagnols encore plus favorables au renforcement de la souveraineté européenne qu'à celle de leur pays

In fine, « l'Europe est-elle aujourd'hui souveraine ? » Comme l'ensemble des Européens, les Espagnols sont partagés. Une courte majorité (53 %) répond par l'affirmative, pour 47 % d'avis contraires.

Il est vrai que pour beaucoup, la liste des éléments primordiaux dont doit disposer l'Europe pour être souveraine est bien remplie : « une économie prospère », jugée « primordiale » par 75 % des Espagnols, « garantir la production européenne dans des domaines stratégiques telles que l'alimentation et la santé » (primordial pour 72 %), « une politique de

défense commune » (67 %), « des ressources énergétiques propres » (64 %), « une défense forte de ses propres valeurs (démocratie, État de droit...) tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » (62 %), « ses propres ressources fiscales » (61 %), « la maîtrise des frontières extérieures de l'UE » (60 %), pour ne citer que les items jugés primordiaux pour plus de 60 % des interviewés...

Il reste du chemin à faire. Et les trois quarts des Espagnols (73 %, dont une nette majorité des sympathisants des cinq principales forces politiques, PP, PSOE, Cs mais aussi Vox et UP) s'accordent à penser qu'il faut « renforcer » la souveraineté européenne. On le souhaite même davantage qu'un renforcement de la souveraineté nationale (70 %), il n'y a qu'en Espagne où c'est le cas. Là encore, cela s'explique par le débat espagnol autour du statut de ses régions, les personnes se déclarant proches des partis indépendantistes ou « nationalistes » (ERC, Junts, PNV...) mais aussi ceux de Podemos étant nombreuses à s'opposer à un renforcement de la souveraineté nationale, associée au centralisme de Madrid.

Les raisons évoquées pour renforcer la souveraineté européenne sont nombreuses, mais « la menace sanitaire » (41 % de citations, pour 31 % en moyenne européenne) ressort le plus souvent, dans ce pays

très fortement touché par l'épidémie du coronavirus. « Le manque de poids de son pays à l'échelle internationale » (32 % en Espagne, 27 % en moyenne), « le défi du changement climatique » (31 %, 34 %) et la « menace terroriste » (31 %, 37 %) sont les autres raisons les plus souvent citées. À un degré moindre, on pense qu'une souveraineté européenne renforcée permettrait aussi de lutter contre « la volonté de puissance des États-Unis » (22 % de citations, 17 % en moyenne), qui apparaît aux Espagnols un peu plus menaçante que « la volonté de puissance de la Chine » (19 %, 20 %), alors que c'est plutôt l'inverse dans les autres pays.

Quant aux blocages qui restent à lever, ils concerneraient en premier lieu « la pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte » (24 % de citations), « la faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement ...) telles qu'elles existent aujourd'hui » (22 %), « le fait que certains pays européens soient dirigés par des dirigeants nationalistes », et, à un degré moindre, « les différences culturelles entre les nations européenne » (12 %), « la réticence des populations dans différents pays européens » (12 %) ou « la pression de grands groupes industriels ou de plateformes numériques » (9 %).

Le rapport des Italiens à la souveraineté européenne

Dans l'Italie d'après 1945, le sentiment national fait l'objet d'une division. Après vingt ans de régime fasciste sous Mussolini, la participation de l'Italie à la Seconde Guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne nazie, le soulèvement de la Résistenza contre les nazis et les fascistes et la défaite italienne, les discours nationalistes n'ont plus de crédit aux yeux d'une grande partie de la population. À cela s'ajoute la domination de deux partis dans le paysage politique italien des années 1990 : les chrétiens-démocrates, au pouvoir, et les communistes, dans l'opposition. Chaque parti incarne une des chapelles de l'époque, à savoir le catholicisme et le communisme d'inspiration soviétique. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant de constater que beaucoup d'Italiennes et d'Italiens s'identifient plus fortement à l'Europe qu'à leur propre pays. Après la résolution de ces conflits idéologiques, l'Italie est en effet devenue l'un des pays avec le plus fort taux d'adhésion à l'idée européenne. Ce n'est que durant ces dernières années, suite à la crise de l'euro de 2011 puis à la crise migratoire, qu'un discours national plus agressif, voire nationaliste, a vu le jour. Depuis, les opinions favorables à l'Union européenne ont fortement chuté. Les partis Lega et Fratelli d'Italia, qui se définissent comme « souverainistes », bénéficient désormais d'environ 40 % d'opinions favorables dans les sondages. La primauté d'une Europe unie ou bien d'une Italie « souveraine » est devenue une question centrale dans le débat politique entre les différents partis.

La souveraineté ? En Italie, un terme mal connoté

Des huit pays de l'enquête, l'Italie est celui où le terme de souveraineté est le plus mal connoté. Plus d'un Italien sur trois (35 %) – particulièrement les moins de 35 ans et les personnes politiquement proches de la gauche – ont une image négative du mot, pour 21 % qui en ont une image positive et 38 % « ni positive ni négative ». Dans le même temps, il n'y a qu'en Italie où l'on enregistre une majorité absolue de personnes qui jugent le terme « dépassé » (53 %), pour à peine 10 % qui le trouvent « moderne » et 31 % « ni l'un ni l'autre ». On est loin de la moyenne européenne (32 % jugent le terme « dépassé », 20 % « moderne » et 40 % « ni l'un ni l'autre »), et très loin de ce que l'on mesure en Allemagne, où seulement 9 % des sondés optent pour « dépassé », soit 44 points de moins qu'en Italie.

Pour expliquer ce phénomène, un premier indice réside dans le fait que l'on attribue davantage une couleur politique au terme. Plus d'un Italien sur trois

(35 %) considère que la souveraineté est une notion « de droite », pour seulement 5 % des Allemands. Italiens et Allemands s'accordent toutefois sur un point : ce n'est pas une notion de gauche (seulement 6 % des Italiens et 3 % des Allemands sont de cet avis), le solde étant dans le « ni de gauche ni de droite » à 48 % en Italie et 77 % en Allemagne. La « politisation » plus forte du mot souveraineté en Italie induit des réponses plus clivées, et on comprend mieux que les Italiens proches de la gauche soient plus négatifs – un phénomène que l'on retrouve également en France.

Le deuxième indice se révèle en question fermée – on propose aux interviewés une liste de mots à associer au terme souveraineté, il faut en choisir deux. Les Italiens placent sur le podium les mots « nationalisme » (58 % de citations), « puissance » (46 %), et « protectionnisme » (26 %), quand les Allemands choisissent « indépendance » (63 %), « autodétermination » (53 %) et « liberté » (35 %). Dans ces deux pays, on ne parle clairement pas de la même chose.

Souveraineté européenne ? Deux mots qui ne vont pas bien ensemble

La perception pour le moins mitigée du terme « souveraineté » en Italie plombe le concept de « souveraineté européenne ». Déjà, on s'interroge sur l'association des deux mots. Moins d'un Italien sur deux (45 %) déclare « très bien » (10 %) ou « plutôt bien » (35 %) voir ce que signifie l'expression. Sur cette question, tous les autres pays sont au-dessus, voire largement au-dessus des 50 % : la France est à 54 %, la Suède à 60 %, l'Allemagne à 69 %, l'Espagne à 71 %, la Pologne 75 %, la Roumanie 77 %. Le problème vient bien du terme « souveraineté », puisqu'on enregistre la même incompréhension par rapport à la notion de « souveraineté nationale » (seulement 56 % des Italiens voient bien de quoi il s'agit, pour 71 % en moyenne européenne), tandis que lorsqu'on teste l'expression *a priori* moins connue « d'autonomie stratégique », 70 % des Italiens assurent bien comprendre de quoi il s'agit, soit le deuxième meilleur score des huit pays testés (derrière les Roumains, 79 %).

Qu'ils soient *corporate* ou d'opinion, les baromètres d'image le montrent régulièrement : on aime ce que l'on connaît, et ce que l'on comprend. En Italie, le flou sur la notion de souveraineté européenne ne plaide pas en sa faveur, c'est le pays où elle est la plus mal perçue. La souveraineté européenne n'évoque quelque chose de positif que pour 37 % des Italiens, le plus faible score des huit pays testés (41 % *a priori* positifs en France, 48 % en Suède, 49 % en Espagne, plus de 60 % en Allemagne, en Pologne, en Roumanie, en Lettonie). L'Italie est aussi le seul pays avec la France où la majorité (56 %) des personnes interrogées jugent « qu'il est contradictoire d'employer ces deux mots ensemble, car la souveraineté renvoie avant tout à la nation ». En moyenne sur les huit pays de l'étude, on pense majoritairement le contraire : « il est possible d'employer ces deux mots ensemble, car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires » (58 %). On en revient encore au sens donné au mot « souveraineté ». En Italie, c'est « la capacité à faire valoir ses propres intérêts » (64 % de citations), et « l'indépendance vis-à-vis des autres » (59 %). En Allemagne ou en Suède, c'est aussi l'indépendance (respectivement 63 % et 55 %), mais tout

de suite après « la coopération librement déterminée avec ses partenaires » (49 % et 52 %).

Renforcer la souveraineté européenne ? Un souhait moins fort en Italie qu'ailleurs, mais tout de même majoritaire

Mais qu'en est-il aujourd'hui de la souveraineté de l'Europe ? À l'instar des Français, et contrairement aux autres pays sondés, la majorité des Italiens n'y croient pas : si 46 % estiment que « oui, l'Europe est souveraine », 54 % pensent que ce n'est pas le cas. Les Italiens sont pourtant en phase avec leurs voisins sur les éléments primordiaux dont devrait disposer l'Europe pour être souveraine, tout en étant un peu plus exigeants : « une économie prospère » (73 % des Italiens jugent que c'est « primordial », pour 69 % en moyenne européenne), « une politique de défense commune » (72 % / 67 %), « garantir la production européenne dans des domaines stratégiques tels que l'alimentation et la santé » (66 % / 65 %), « des ressources énergétiques propres » (64 % / 60 %).

Certains critères sont aussi davantage mis en avant, comme le fait de « disposer de ses propres ressources fiscales » (63 % des Italiens jugent cette question primordiale, pour une moyenne européenne inférieure de 10 points, à 53 %). À l'inverse, on aurait pu s'attendre à un score plus important qu'ailleurs sur l'item « maîtrise des frontières extérieures de l'UE » avec la problématique des arrivées de migrants sur l'île sicilienne de Lampedusa. Ce n'est pas le cas, l'Italie est même avec la Pologne le pays où cette question est la moins souvent jugée « primordiale » (respectivement 56 % et 39 %, pour une fourchette de 59 % à 68 % dans les autres pays).

Si en Italie, la notion de souveraineté européenne apparaît plus floue et plus mal perçue qu'ailleurs, 60 % des personnes interrogées se prononcent tout de même pour son renforcement. Ce score est moins élevé que dans les autres pays – la moyenne européenne est à 73 % – mais néanmoins sans ambiguïté. En comparaison, le soutien au renforcement de la souveraineté nationale (71 %) est plus massif, même si on est là aussi quelques points sous la moyenne

des huit pays testés (77 %). Les personnes les plus favorables au renforcement de la souveraineté se recrutent comme dans les autres pays au sein des catégories socio-professionnelles supérieures, chez les plus hauts revenus, parmi les personnes les plus éduquées, chez les sympathisants de gauche.

Invités à choisir dans une liste de propositions les deux raisons qui justifient le souhait de renforcer la souveraineté européenne, les Italiens choisissent le plus souvent « le manque de poids de leur pays à l'échelle internationale ». On est à 39 % sur cet item, soit le taux le plus fort des huit pays testés, 12 points au-dessus de la moyenne européenne (27 %). Les autres raisons fréquemment citées sont plus classiques : « la menace sanitaire » (38 %, pour 31 % en moyenne européenne) – très probablement un effet de la crise du coronavirus qui a fortement touché

l'Italie – et « le défi du changement climatique » (34 % / 34 %). « La menace terroriste », en tête en moyenne des huit pays de l'enquête (37 % de citations), est en revanche moins souvent évoquée en Italie (28 %). Près d'un Italien sur quatre estime encore qu'une souveraineté européenne renforcée permettrait de mieux résister à « la volonté de puissance de la Chine » (23 %). Quant aux freins qui limitent aujourd'hui un tel renforcement, les Italiens évoquent quatre raisons d'importance équivalente : « la faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement...) » (22 % de citations), « la pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte » (20 %), « le fait que certains pays soient dirigés par des nationalistes » (19 %), « les différences culturelles entre les nations européennes » (19 % également).

Le rapport des Lettons à la souveraineté européenne

La réalité de la souveraineté nationale en Lettonie est généralement considérée comme une réalisation historique profondément ancrée dans la mémoire sociale de la nation. La mythologie nationale considère l'histoire comme un développement progressif et inévitable du droit de la nation à devenir un État, culminant au début des années 1990. Le mouvement indépendantiste s'est explicitement préoccupé de formuler la stratégie juridique appropriée, efficace et internationalement valable pour arracher la souveraineté à Moscou et la ramener à Riga. La souveraineté est donc assimilée à des mots comme indépendance et liberté, comme le confirme l'enquête. De même, l'association étroite entre la souveraineté et l'autodétermination est un produit historique lorsque ce dernier terme a structuré l'ordre international au lendemain de la Première Guerre mondiale. C'est cette expérience de l'entre-deux-guerres qui a inspiré la décision politique consensuelle prise dans les années 1990 de rejoindre l'Union européenne et l'OTAN. La vulnérabilité géopolitique de la Lettonie, découverte après la Première Guerre mondiale, a été résolue par une incorporation volontaire dans une unité politique plus large après la restauration de l'indépendance. C'est pourquoi la souveraineté européenne, bien que peu claire en termes pratiques, est considérée comme le garant de la souveraineté nationale plutôt que comme une menace. De plus, puisque l'Union européenne célèbre la diversité nationale, la perte formelle de souveraineté sur de nombreux domaines de décision n'est pas perçue comme un résultat hostile. La base de l'État est la nation lettone qui se réalise culturellement. Tant que l'expression culturelle de la nation n'est pas limitée de quelque manière que ce soit, la souveraineté européenne sera un élément positif. Ainsi, la souveraineté est conceptualisée en termes politiques et culturels plutôt qu'économiques. Par exemple, le rétablissement d'une unité monétaire nationale dans les années 1990 a été considéré comme un symbole important d'indépendance. Pourtant, l'introduction de l'euro en 2014 a rencontré peu de résistance et les éventuels griefs ont été exprimés en termes culturels et non comme une perte de souveraineté monétaire.

La souveraineté : une image positive mais clivée

Malgré une histoire politique atypique – création de la première République de Lettonie en 1920, perte d'autonomie en 1940 pour ne retrouver l'indépendance qu'en 1991 –, la Lettonie ne se démarque pas tant que cela des autres pays de l'enquête. Globalement, les résultats lettons sont assez proches de ce que l'on mesure dans les pays qui ont une bonne image de la souveraineté et de la souveraineté européenne comme l'Allemagne ou la Pologne.

Les Lettons ont ainsi une bonne image du mot « souveraineté », qui évoque « quelque chose de positif » pour 61 % d'entre eux (2 % d'avis négatif, 29 % d'avis

« ni positif ni négatif »). Ce taux est supérieur de 15 points à celui mesuré en moyenne sur les huit pays testés (46 %), mais reste en deçà de ceux mesurés en Allemagne (73 %) ou en Pologne (69 %). La Lettonie se singularise en revanche par un fort clivage générationnel : la souveraineté évoque « quelque chose de positif » pour 45 % des 18-34 ans, 60 % des 35-49 ans, 64 % des 50-59 ans, et 74 % des 60 ans et plus. Le clivage social est presque aussi net : 76 % de « positif » chez les personnes les plus diplômées, 50 % chez les moins diplômés ; 73 % chez les plus aisés, 58 % chez les plus modestes.

En termes d'image détaillée, les Lettons sont un sur trois (33 %) à juger le mot souveraineté « moderne », 17 % à le trouver « dépassé », quand la majorité (42 %) ne choisit « ni l'un ni l'autre ». Une large majorité (60 %) ne lui attribue pas non plus de couleur

politique, moins d'un Letton sur cinq (18 %) estime que c'est une notion « de droite », pour 5 % « de gauche ». En Lettonie, la souveraineté évoque massivement « l'indépendance » (72 % de citations), et à un degré moindre, « la liberté » (45 %) et « l'autodétermination » (42 %). C'est le triptyque qu'on retrouve également en tête en Allemagne et en Pologne (et dans une moindre mesure chez son voisin suédois), très loin de ce que l'on mesure en France ou en Italie, où les mots « puissance », « nationalisme » et « protectionnisme » sont sur le podium. Aucun de ces trois mots ne dépasse 15 % de citations en Lettonie.

En ce qui concerne enfin non plus les mots mais les idées à associer à la souveraineté, les Lettons sont parfaitement alignés sur la moyenne des huit pays de l'enquête. « L'indépendance vis-à-vis des autres » recueille 60 % de citations (58 % en moyenne européenne), « le fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences » est à 56 % (57 % en moyenne), « la capacité à faire valoir ses propres intérêts » est à 49 % (51 %), « la coopération librement déterminée » est à 36 % (35 %).

Dans la moyenne des huit pays, 44 % des Lettons jugent contradictoire d'associer souveraineté et Europe

Comme on a pu le constater dans les autres pays de l'enquête, une bonne image de la souveraineté va de pair avec une bonne compréhension et une bonne perception des expressions qui lui sont associées. La Lettonie ne déroge pas à la règle. Près de huit Lettons sur dix (78 %) comprennent « bien » l'expression souveraineté nationale, qui évoque « quelque chose de positif » pour trois personnes sur quatre (75 %). On est nettement au-dessus de la moyenne européenne (57 % jugent favorablement cette expression), au niveau de ce que l'on mesure en Pologne ou en Roumanie (76 %).

Un ton en dessous, les deux tiers des interviewés (67 %, pour 63 % en moyenne) voient également bien ce que signifie la souveraineté européenne, et 68 % en ont une bonne image. On est là encore bien au-dessus de la moyenne (52 % d'opinions positives),

toujours au niveau de la Pologne (69 %) et de la Roumanie (66). Dans le détail, comme pour le terme « souveraineté », l'idée de souveraineté européenne est davantage appréciée des plus âgés (74 %) que des plus jeunes (58 %) et des plus diplômés (73 %) que de ceux qui le sont le moins (62 %). Quant à la proximité partisane, elle n'a qu'un impact marginal sur la perception de cette notion, somme toute consensuelle.

Pour autant, l'association des termes souveraineté et Europe reste assez clivante. La majorité des Lettons (56 %) ne voient pas de problème à associer les deux mots ensemble, « car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires », mais une minorité tout de même assez forte de 44 % (42 % en moyenne pour les huit pays enquêtés) juge au contraire que les deux mots sont contradictoires, « car la souveraineté renvoie avant tout à la nation ».

Comme en Suède, et contrairement aux autres pays de l'enquête, le concept « d'autonomie stratégique » est en revanche mal compris en Lettonie. La majorité (57 %) des interviewés voit mal de quoi il s'agit, ce qui pénalise la bonne perception de l'expression. Elle évoque tout de même « quelque chose de positif » pour 45 % des sondés, pour 19 % d'avis contraires et 36 % « ni positif, ni négatif ».

Les Lettons partagés sur la réalité de la souveraineté européenne

« Et selon vous, l'Europe est-elle aujourd'hui souveraine ? » Les avis sont partagés : 56 % pensent en effet que oui, mais 44 % sont d'avis contraire. On est toujours au-dessus de la moyenne européenne (51 % / 49 %), sans pour autant atteindre les niveaux mesurés en Pologne (65 % de « oui ») ou en Roumanie (63 %).

Si les Lettons s'interrogent davantage sur la réalité de la souveraineté européenne, c'est peut-être parce qu'ils considèrent plus massivement qu'il est « primordial » que l'Europe dispose de certains éléments pour qu'on puisse vraiment parler de souveraineté : « une économie prospère », jugée primordiale pour 71 % des Lettons, « une politique de sécurité et de

défense commune » (primordiale pour 70 %), « une défense forte de ses propres valeurs, démocratie, État de droit, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » (65 %), « garantir la production européenne dans des domaines stratégiques tels que l'alimentation ou la santé » (64 %), « des outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères (lutte contre les campagnes de désinformation, le financement étranger de partis politiques, etc.) » (60 %), « ses propres ressources énergétiques » (59 %), « la maîtrise des frontières extérieures de l'UE » (59 %), « ses propres ressources fiscales » (54 %), « une maîtrise des infrastructures stratégiques, port, aéroport, énergie » (52 %).

On comprend dès lors que les Lettons soient en proportion les plus nombreux (84 %, dont 35 % de « oui, tout à fait ») à souhaiter qu'on renforce la souveraineté européenne. Ce score est presque aussi élevé que le souhait d'un renforcement de la souveraineté nationale, qui fait quasiment l'unanimité (90 %). Les raisons pour approfondir la souveraineté européenne sont nombreuses, et disparates. Les Lettons citent le

plus souvent « la menace terroriste » (38 %), commune à de nombreux pays, mais presque au même niveau « le manque de poids de son pays à l'échelle internationale », plus spécifique (37 %). Ils sont aussi les seuls, avec les Polonais, à placer sur le podium « la volonté de puissance de la Russie » (31 % de citations – dont 73 % chez les sympathisants de la nationaliste Nacionala Apvieniba, pour 13 % en moyenne européenne). Viennent ensuite « la menace sanitaire » (30 %), « la volonté de puissance des États-Unis » (21 %), « le défi du changement climatique » (18 %). Les autres raisons proposées sont sous les 15 %. Quant aux obstacles qui freinent la mise en place de la souveraineté européenne, les Lettons en désignent un principal : « la pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte », cité par 41 % de l'échantillon (dont 52 % des personnes les plus âgées). Loin derrière, « la faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement...) telles qu'elles existent aujourd'hui » est à 15 %, et toutes les autres propositions en-dessous.

Le rapport des Polonais à la souveraineté européenne

La Pologne est généralement l'un des pays les plus europhiles. Dans ce sondage, l'adhésion à l'intégration européenne obtient généralement les chiffres les plus élevés d'Europe. Parmi les causes de cette attitude pro-européenne, on distingue d'un côté des expériences économiques et politiques globalement positives depuis l'entrée dans l'UE en 2004, et de l'autre le désir très ancien d'un ancrage fort au sein de l'Europe occidentale, incarnée par l'Union européenne. Bastion de la foi catholique romaine et de l'écriture latine, lieu de connexions multiples entre Europe occidentale et centrale dans les domaines économiques, commerciaux, culturels et politiques, la Pologne s'est toujours considérée comme faisant partie intégrante de l'Europe occidentale et de l'espace catholique romain (par opposition à la partie orientale du continent, de confession chrétienne-orthodoxe et dominée par la Russie). Toutefois, cette image d'une Pologne profondément ancrée dans l'Union européenne vient se heurter à une autre trame historique : pour beaucoup de citoyens, ce n'est qu'à partir de 1990, lorsque l'Armée rouge, présente sur le territoire polonais depuis 1945, se retire, que la Pologne reconquiert complètement sa souveraineté nationale. Elle met ainsi fin à deux cents ans sans indépendance, à l'exception de la période de la II^e République entre 1918 et 1939. L'idée de confier à Bruxelles cette souveraineté enfin reconquise reste très difficile à accepter pour cette partie de la population polonaise.

La perception de la souveraineté européenne dans les domaines de la sécurité et de la défense demeure également très fortement influencée par les expériences historiques. La souveraineté européenne inspire peu confiance aux Polonais, quelle que soit leur orientation politique. La grande majorité d'entre eux considère que seuls les États-Unis et l'OTAN sont en mesure de protéger la Pologne, surtout contre la Russie – la Voïvodie de Varmie-Mazurie partage en effet une frontière directe avec la Russie. Et compter sur l'aide des alliés européens ne s'est pas avéré très probant lorsque la Pologne en a eu besoin en 1939 (« Mourir pour Danzig ? »). En somme, la Pologne cherche un compromis entre la nécessité d'un renforcement de l'Union européenne dans un monde complexe, la protection de la souveraineté politique du pays, et les liens étroits avec le « security provider of last resort » que sont les États-Unis.

En Pologne, une vision très positive de la souveraineté...

Les Polonais n'ont pas souvent été souverains dans leur histoire, ce qui explique peut-être un attachement particulier au terme. Plus des deux tiers des citoyens (69 %) en ont une image positive – et plus des trois quarts si l'on ne retient que l'avis des personnes de 50 ans et plus. C'est un des taux les plus élevés parmi ceux relevés dans les huit pays de l'enquête, avec l'Allemagne (73 %). Seulement 3 % des Polonais ont une image négative du mot « souveraineté », pour 21 % d'image « ni positive ni négative ». Les Polonais sont aussi plus nombreux que l'ensemble des Européens à juger le terme « moderne » (31 % au même

niveau que l'Allemagne, 20 % en moyenne sur les huit pays testés), pour 17 % qui le trouvent « dépassé » (32 % en moyenne) et 41 % « ni l'un ni l'autre ». Si la majorité ne lui attribue pas de couleur politique (« ni de gauche ni de droite », 46 %), les autres l'associent davantage à la droite (28 %) qu'à la gauche (7 %).

En Pologne, la souveraineté renvoie d'abord à « l'indépendance » (65 % de citations, 23 points de plus que la moyenne européenne calculée à 42 %) et à « la liberté » (61 %, pour seulement 28 % en moyenne européenne, soit une différence particulièrement significative de 33 points). L'association souveraineté / liberté ne se retrouve nulle part ailleurs dans de telles proportions. « L'autodétermination » (40 % de citations pour 34 % en moyenne européenne) complète le podium. Les notions de « puissance » (9 % de

citations pour 37 % en moyenne européenne), de « nationalisme » (6 % en Pologne, 31 % en moyenne) ou de « protectionnisme » sont en revanche beaucoup plus rarement citées qu'ailleurs. En Pologne, on associe encore très fréquemment la souveraineté à l'idée « d'indépendance vis-à-vis des autres » (69 %, le record européen sur cet item) et au « fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences » (60 %). Nettement plus rarement à « la capacité à faire valoir ses propres intérêts » (37 %) ou à « la coopération librement déterminée avec ses partenaires » (35 %).

... et une image très favorable des expressions associées, souveraineté nationale et européenne

La connotation très positive du terme « souveraineté » en Pologne favorise la compréhension et l'appréciation des expressions ayant trait à cette notion. La plupart des Polonais voient bien ce que signifient « souveraineté nationale » (83 %), « souveraineté européenne » (75 %) et même « autonomie stratégique » (64 %), des scores à chaque fois supérieurs à la moyenne européenne (respectivement 71 %, 63 % et 61 %). Surtout, ces expressions sont nettement mieux perçues qu'ailleurs. La souveraineté nationale évoque en Pologne « quelque chose de positif » pour les trois quarts des interviewés (76 %, le record avec la Roumanie sur les huit pays étudiés où le taux moyen est à 57 %), tandis que la souveraineté européenne suscite 69 % d'évocations positives, dont 88 % chez les sympathisants de la PO, 82 % pour les sociaux-démocrates du SLD et tout de même 69 % pour les proches du PiS. Un record également au niveau européen, la moyenne des huit pays étant à 52 %. Enfin, six Polonais sur dix ont aussi une bonne image de « l'autonomie stratégique », on est là encore plus de dix points au-dessus de la moyenne (60 % / 49 %).

En majorité, les Polonais ne voient pas non plus de contradiction entre la souveraineté européenne et la souveraineté nationale. Pour 61 % d'entre eux, il est possible de rapprocher les termes souveraineté et Europe, « car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires », pour 39 % qui jugent tout de même que les deux termes sont

contradictoires, « car la souveraineté renvoie avant tout à la Nation ». On relève en revanche sur cette question un fort clivage politique, entre des sympathisants de gauche dont plus des trois quarts jugent ces deux notions complémentaires, et des sympathisants de droite nettement plus partagés.

Les Polonais croient à la souveraineté européenne, et souhaitent qu'on la renforce

Pour deux Polonais sur trois (65 %, 35 % d'avis contraires), la souveraineté de l'Europe est d'ores et déjà une réalité. C'est une nouvelle fois le taux le plus fort enregistré sur l'étude, où la moyenne est à 51 %. À titre de comparaison, seuls 36 % des Français sont de cet avis et 64 % n'y croient pas, un rapport de force totalement inverse.

Il faut dire que les Polonais sont moins exigeants que leurs voisins européens sur les éléments primordiaux dont doit disposer l'Europe pour qu'on puisse la considérer souveraine : « une économie prospère », jugée primordiale pour 59 % des Polonais mais 69 % des Européens, « une politique de sécurité et de défense commune », pour 53 % des Polonais et 67 % des Européens, « une défense forte de ses propres valeurs (démocratie, État de droit...) tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » (48 % de citations en Pologne, 61 % en moyenne européenne).

Tous les autres éléments sont majoritairement jugés « importants, mais pas primordiaux » en Pologne, alors qu'en moyenne européenne on s'accorde à chaque fois sur leur caractère « primordial ». « Garantir la production européenne dans des domaines stratégiques tels que l'alimentation ou la santé » (46 % de « primordial » en Pologne, 65 % en moyenne européenne), bénéficiant de « ressources énergétiques propres » (43 % / 60 %), disposer « d'outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères » (40 %, 58 %), « une maîtrise des frontières extérieures de l'UE » (39 %, 59 % en moyenne européenne), « ses propres ressources fiscales » (32 % / 53 %), « une maîtrise des infrastructures stratégiques (ports, aéroports, énergie...) » (29 %, 52 %), « une maîtrise des infrastructures numériques (réseaux sociaux, cloud, 5G...) » (24 % / 46 %).

Qu'elle soit déjà ou non une réalité, la plupart des Polonais (78 %) souhaitent qu'on renforce la souveraineté européenne, comme d'ailleurs la souveraineté nationale (80 %). On est là encore au-dessus des moyennes européennes (respectivement 73 % et 77 %). Un tel renforcement permettrait de lutter plus efficacement contre « la menace terroriste » (43 % de citations en Pologne, 37 % en moyenne européenne) et, c'est une spécificité partagée avec la Lettonie, de résister à « la volonté de puissance de la Russie » (30 % de citations en Pologne, 31 % en Lettonie, pour seulement 13 % en moyenne européenne).

Les autres raisons évoquées suivent sensiblement la même hiérarchie qu'en moyenne des huit pays testés, même si les intensités diffèrent quelque peu. Le renforcement de la souveraineté européenne permettrait ainsi de répondre au « défi du changement climatique » (32 % de citations en Pologne, 34 % en moyenne), de répondre à « la menace sanitaire » (26 % / 31 %), à « la volonté de puissance de la Chine » (20 % / 20 %). « Le manque de poids de son pays à l'échelle internationale » n'est en revanche qu'à 17 %

en Pologne, pour 27 % en moyenne ; on devine en creux une fierté nationale peut-être un peu plus présente qu'ailleurs.

La Pologne est en revanche parfaitement alignée sur les moyennes européennes en ce qui concerne les principaux freins au renforcement de la souveraineté européenne. La présidence depuis 2015 d'Andrzej Duda, proche des frères Kaczynski et réputé euro-sceptique, n'empêche pas les Polonais de placer en tête « le fait que certains pays européens soient dirigés par des nationalistes » (22 % de citations – moitié moins chez les sympathisants du PiS). On cite au même niveau « la pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte » (22 %, 32 % chez les sympathisants du PiS), puis « les différences culturelles entre les nations européennes » (18 %), « la faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement...) telles qu'elles existent aujourd'hui » (16 %), « la réticence des populations des différents pays européens » (12 %) et « la pression des grands groupes industriels ou de plateformes numériques » (10 %).

Le rapport des Roumains à la souveraineté européenne

En Roumanie, la notion de souveraineté européenne est marquée par une compréhension ambiguë du concept de souveraineté. Cette ambiguïté pourrait être due, du moins en partie, au traumatisme des différents régimes autoritaires qui ont dirigé la Roumanie tout au long du XX^e siècle – une expérience encore très présente dans la conscience publique. Cette ambiguïté a également pu être causée par les rouages internes de la vie politique roumaine, avant et après son entrée dans l'Union européenne. Le concept de « souveraineté européenne » est un concept relativement nouveau en Roumanie. Il a d'abord été développé d'assez mauvaise grâce et avec beaucoup de précaution, pour répondre aux débats européens qui appelaient une prise de position de la Roumanie. À l'inverse, le concept de « souveraineté nationale », lui, apparaissait déjà souvent dans le discours des partis politiques roumains. L'influence persistante de certains de ces partis (notamment le parti d'extrême droite de la « Grande Roumanie », qui défend une conception particulièrement nationaliste et ethno-centrée de l'indépendance) durant les premières années de la transition peut s'expliquer par le fait que ces idées existaient déjà dans l'ethos politique de la période communiste. Le régime de Ceausescu recherchait en effet dans sa politique étrangère un chemin « indépendant » de l'Union soviétique, et il s'était constitué en un régime nationaliste et patriotique. Même si ces partis ont disparu depuis l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, leurs idées sont toujours présentes à l'arrière-plan et continuent d'être régulièrement exprimées, parfois même par des politiciens très haut placés. Les partis mainstream se sont, eux aussi, saisis du concept de souveraineté nationale. Pour des raisons électorales, cela s'est fait de manière assez ambiguë et modérée afin de se présenter comme les protecteurs de la souveraineté roumaine face aux diktats politiques et économiques de Bruxelles. Cette stratégie est contredite par l'attitude pro-européenne de la Roumanie, généralement supérieure à la moyenne européenne, et sa prise de conscience des bénéfices liés à l'adhésion à l'Union européenne, survenue lors de la crise ukrainienne de 2014 et lors de la pandémie de la Covid-19. Ces deux événements ont donné un nouveau sens à la souveraineté européenne en Roumanie, et cela se reflète dans la façon qu'ont les Roumains de se percevoir, et de percevoir leur souveraineté nationale en lien avec la souveraineté européenne.

La souveraineté ? Un terme ambivalent en Roumanie

L'histoire politique tourmentée de la Roumanie influence-t-elle la perception dans l'opinion de la souveraineté ? Après une succession au XX^e siècle de régimes autoritaires, la Roumanie a une vision positive du terme. La souveraineté évoque spontanément quelque chose de « positif » pour 60 % des personnes interrogées, « quelque chose de négatif » pour 10 %, de « ni positif ni négatif » pour 23 %. Sans atteindre le niveau mesuré en Allemagne (73 %), on est au-dessus de la moyenne des huit pays testés dans l'enquête (46 % d'évocations positives), et presque à l'opposé

de ce que l'on mesure en France (seulement 29 % d'évocations positives) ou en Italie (21 %).

Pour autant, 37 % des Roumains considèrent la notion « dépassée », un taux plus important que la moyenne européenne (32 %), pour seulement 25 % qui le jugent « moderne » et 33 % « ni l'un ni l'autre ». En majorité (62 %), ils n'attribuent pas de couleur politique à la souveraineté, même si à la marge elle reste davantage associée à la droite (pour 16 % des interviewés) qu'à la gauche (9 %). Ces scores nous situent un peu dans l'entre-deux par rapport aux autres pays testés. La souveraineté évoque quelque chose de globalement positif pour une solide majorité de Roumains, mais les traits d'image du terme sont plus contrastés.

Cette ambivalence se retrouve dans les choix de mots qu'on pourrait lui associer. Derrière « l'indépendance » (55 % de citations) et « la puissance » (41 %), deux termes que l'on retrouve également en tête sur le cumul des réponses des différents pays, 32 % des Roumains sélectionnent « le nationalisme » et 30 % « la liberté ». Cela peut paraître anecdotique, mais la Roumanie est le seul pays où l'on retrouve ces deux mots au même niveau, qui plus est haut placés en troisième et quatrième positions. Ailleurs, c'est plutôt soit l'un soit l'autre : 61 % des Polonais par exemple associent « souveraineté » et « liberté », mais seulement 6 % « souveraineté » et « nationalisme » ; à l'inverse 58 % des Italiens choisissent le mot « nationalisme », mais seulement 13 % « la liberté ». Les 30 % de Roumains qui associent la souveraineté au mot « liberté » sont bien répartis dans la population, tandis que ceux qui lui associent le mot « nationalisme » se recrutent davantage chez les moins de 50 ans et les sympathisants de la droite radicale (près de 40 % de citations dans chacune des catégories).

Les Roumains ont une bonne image de la souveraineté européenne, mais l'opposent fréquemment à la souveraineté nationale

L'ambiguïté relative du terme « souveraineté » en Roumanie ne pénalise pas la compréhension des expressions ayant trait à cette notion. Au contraire, 84 % des Roumains voient bien ce que signifie « souveraineté nationale » (pour 71 % en moyenne sur les huit pays de l'enquête), 77 % voient bien ce que signifie « souveraineté européenne » (63 % en moyenne) et 79 % comprennent bien ce qu'on entend par « autonomie stratégique » (61 % en moyenne). À chaque fois, c'est en Roumanie qu'on enregistre les meilleurs taux de compréhension.

Les trois expressions sont aussi particulièrement bien perçues dans ce pays : 76 % d'*a priori* « très » ou « plutôt » positifs sur « souveraineté nationale » (pour 57 % en moyenne européenne, +19 points), 66 % pour « souveraineté européenne » (52 % en moyenne, +14 points) et 70 % pour « autonomie stratégique » (49 % en moyenne, +21 points). Les Roumains se

démarquent aussi dans l'intensité des réponses, avec pour chaque expression des taux de « très positifs » supérieurs à ceux enregistrés dans les autres pays. Notons néanmoins que la souveraineté européenne suscite moins d'enthousiasme chez les jeunes roumains (57 %) que chez leurs aînés (77 % pour les 60 ans et plus).

La notion de souveraineté européenne est donc à la fois globalement bien comprise et bien connotée en Roumanie. Pour autant, l'association des termes « souveraineté » et « Europe » pose tout de même question. Si une courte majorité des sondés (53 %) estime qu'il est possible d'employer ces deux mots ensemble, « car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires », une proportion presque équivalente (47 %) pense plutôt que « les deux termes sont contradictoires, car la souveraineté renvoie avant tout à la Nation ». Les avis sont très partagés, plus que la moyenne européenne (58 % jugent les deux mots « complémentaires », 42 % « contradictoires »), et surtout beaucoup plus que ce que l'on enregistre dans les pays qui ont, comme la Roumanie, une bonne image de la souveraineté européenne. En Allemagne par exemple, 73 % de l'échantillon estiment que les deux mots vont bien ensemble, pour seulement 27 % d'avis contraires. La différence s'explique peut-être encore par le caractère équivoque de la notion de souveraineté en Roumanie. Les deux tiers des Roumains associent l'expression « au fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences », 60 % « à l'indépendance vis-à-vis des autres », mais seulement 29 % pensent à « la coopération librement déterminée avec ses partenaires ». En Allemagne, cette idée de coopération est citée par une personne sur deux (49 %).

Quasi-unanimité en Roumanie pour renforcer la souveraineté européenne et la souveraineté nationale

« Selon vous, l'Europe est-elle aujourd'hui souveraine ? » Si en moyenne des huit pays les avis sont partagés (51 % / 49 %), la Roumanie est l'un des pays où l'on y croit le plus, avec 63 % de réponses affirmatives, pour seulement 37 % de « non ».

On est pourtant beaucoup plus exigeant qu'ailleurs sur les conditions à remplir pour pouvoir affirmer la réalité de cette souveraineté. Pour une très large majorité des Roumains, il est ainsi « primordial » que l'Europe dispose « d'une économie prospère » (82 % de citations en Roumanie, pour 69 % en moyenne européenne), « d'une politique de sécurité et de défense commune » (75 % / 67 % en moyenne), que l'on garantisse « la production européenne dans des domaines stratégiques tels que l'alimentation et la santé » (75 %, 65 %), que l'Europe dispose « d'une défense forte de ses propres valeurs (démocratie, État de droit...), tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » (73 % / 61 %), qu'elle dispose de « ses propres ressources énergétiques » (72 % / 60 %), « d'une maîtrise des frontières extérieures de l'UE » (68 % / 59 %), « de ses propres ressources fiscales » (68 % / 53 %), « d'une maîtrise des infrastructures stratégiques (ports, aéroports, énergie...) » (67 % / 52 %), « d'outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères » (66 % / 58 %), « d'une maîtrise des infrastructures numériques (réseaux sociaux, cloud, 5G...) » (60 % / 46 %). Pour chacune des propositions, c'est en Roumanie que l'on enregistre la plus forte proportion de personnes qui jugent l'élément « primordial ».

Quoi qu'il en soit, pour 83 % des Roumains (et 73 % des Européens), la souveraineté européenne doit être renforcée. La question ne fait pas débat, et le soutien au renforcement en Roumanie est presque aussi massif que pour l'idée de « renforcer la souveraineté

nationale » (91 %). La principale raison évoquée (« la menace terroriste », 44 % de citations) est aussi celle qui arrive en tête en moyenne des huit pays. Vient ensuite « la menace sanitaire » (33 % en Roumanie, 31 % en moyenne européenne) et « le manque de poids de son pays à l'échelle internationale » (31 %, 27 %). Les Roumains semblent moins sensibles que leurs voisins au « défi du changement climatique » (16 % de citations, pour une moyenne européenne à 34 %), mais s'alarment en revanche un peu plus de « la volonté de puissance de la Russie » : 21 % en Roumanie, 13 % en moyenne, sans pour autant atteindre le niveau de la Lettonie (31 %) ou de la Pologne (30 %).

Comme en Lettonie (41 %), en Pologne (22 %) et en Espagne (24 %), « la pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte » est l'obstacle à contourner le plus souvent cité en Roumanie (36 %) pour vraiment parvenir à renforcer la souveraineté européenne, devant « la faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement ...) telles qu'elles existent aujourd'hui » (19 %). « Le fait que certains pays européens soient dirigés par des dirigeants nationalistes » (14 %, contre 23 % en moyenne pour les huit pays), « les différences culturelles entre les nations européennes » (11 %), « la réticence des populations dans différents pays européens » (10 %) et « la pression de grands groupes industriels ou de plateformes numériques » (10 %) sont plus en retrait.

Le rapport des Suédois à la souveraineté européenne

En Suède, les citoyens et les responsables politiques sont encore attachés au concept d'indépendance comme expression de la nation, et convaincus de l'importance de « contrôler leur propre destin », tant sur le plan national qu'individuel. Peut-être parce que la Suède n'a jamais eu d'expérience négative avec son propre nationalisme : la Suède n'a pas eu une histoire militaire ni vécu de crises existentielles comparables à celles des autres pays européens. C'est peut-être la raison pour laquelle le nationalisme suédois est d'une nature plus subtile. Toutefois, le concept d'« exceptionnalisme suédois » existe et continue de résonner dans le débat public. Cela remonte à la création du parti Folkhemmet (« Le Foyer des hommes ») dans les années 1930, le modèle central de la modernisation autonome de la société et de l'économie suédoise. Un processus de modernisation a permis au pays le plus pauvre d'Europe de se transformer, au XX^e siècle, en l'un des plus riches, doté d'une démocratie forte, d'un haut niveau d'égalité et d'un État-providence universel. Cette notion d'autonomie a eu pour conséquence une certaine méfiance de la Suède vis-à-vis des liens internationaux trop étroits, une préférence pour le non-alignement plutôt que pour l'OTAN et, depuis son entrée dans l'Union européenne en 1995, une vision sceptique de l'intégration, motivée par la peur de perdre davantage de souveraineté nationale. C'est pourquoi la vision majoritairement positive de la souveraineté européenne telle qu'elle est exprimée dans ce sondage est étonnante. Les réponses à ce sondage montrent que souverainetés nationale et européenne ne sont pas nécessairement contradictoires, et peuvent être complémentaires. La population suédoise semble accepter l'idée d'une Union européenne fonctionnant sur le mode de la coopération intergouvernementale, plutôt que sur celui d'un projet fédéral. Les Suédois ne considèrent donc pas le développement d'une souveraineté européenne comme allant à l'encontre de leur souveraineté nationale.

La souveraineté : une image plutôt positive et consensuelle en Suède

Royaume depuis des siècles, organisée politiquement en monarchie constitutionnelle, la Suède a-t-elle une perception spécifique de la souveraineté, et par extension de la souveraineté européenne ?

Le terme « souveraineté » est en tout cas perçu un peu plus favorablement qu'en moyenne sur les huit pays de l'enquête. Il évoque quelque chose de « plutôt positif » à une bonne moitié des Suédois (56 %, pour une moyenne européenne à 46 %), pour 6 % d'avis « négatifs » (17 % en moyenne), 25 % de jugements « ni positifs ni négatifs » (31 %) et 13 % pour qui le terme « n'évoque rien du tout » (6 %). La proportion de jugements positifs augmente avec l'âge des répondants (47 % dans la catégorie 18 à 34 ans,

53 % chez les 35-49 ans, 59 % chez les 50-59 ans et jusqu'à 65 % chez les « 60 ans et plus »), et avec la catégorie de revenus (54 % chez les revenus modestes, 58 % pour les revenus moyens et 64 % chez les plus aisés). Si la Suède ferme la marche des pays les plus favorables à l'idée de souveraineté (73 % d'évocations positives en Allemagne, 69 % en Pologne, 61 % en Lettonie, 60 % en Roumanie), elle reste très éloignée du bloc des pays plus dubitatifs, la France (29 % d'évocations positives), l'Espagne (28 %) et l'Italie (21 %).

Les traits d'image du mot « souveraineté » en confirment la connotation globalement positive et consensuelle. La notion apparaît plutôt « moderne » pour 23 % des Suédois, plutôt « dépassée » pour 22 %, mais « ni l'un ni l'autre » pour une majorité relative de 39 % des interviewés (16 % ne se prononcent pas). La moitié des Suédois ne lui attribue pas non plus de couleur politique (« ni de gauche ni de droite », 49 %), même si à la marge, et comme ailleurs en

Europe, la souveraineté reste davantage associée à la droite (21 %) qu'à la gauche (7 %).

À choisir enfin dans une liste de propositions deux mots à associer à la souveraineté, les Suédois sélectionnent le plus souvent « l'autodétermination » (62 % de citations en Suède pour seulement 34 % en moyenne européenne), « l'indépendance » (47 %, pour 42 % en moyenne) et, à un degré moindre, « la liberté » (34 %, 28 %). Les scores inférieurs à la moyenne obtenus sur les mots « puissance » (22 % en Suède pour 37 % en moyenne) et « nationalisme » (20 % / 31 %) – plus le fait que la majorité ne tranche pas entre moderne et dépassé ou n'attribue pas de couleur politique – suggèrent une notion peut-être un peu moins clivante en Suède, surtout par rapport à l'Europe du Sud. Les Suédois sont d'ailleurs ceux qui associent le plus souvent la souveraineté à l'idée de « coopération librement déterminée avec ses partenaires » (52 % de citations, pour seulement 35 % en moyenne européenne), presque au même niveau que « l'indépendance vis-à-vis des autres » (55 % en Suède, 58 % en moyenne), « le fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences » (48 %, 57 %) et « la capacité à faire valoir ses propres intérêts » (45 %, 51 %).

Souveraineté européenne : une image majoritairement positive en Suède, même si beaucoup ne se prononcent pas

On le relève dans chacun des pays testés, l'image du terme « souveraineté » teinte la compréhension et l'appréciation des expressions associées, « souveraineté nationale » et « souveraineté européenne ». Ainsi, 71 % des Suédois déclarent « bien » comprendre ce qu'on entend par « souveraineté nationale » (pour 75 % en Allemagne mais seulement 56 % en Italie) et 60 % voient bien ce que signifie « la souveraineté européenne » (69 % en Allemagne, 45 % en Italie). De même, la souveraineté nationale évoque « quelque chose de positif » pour 58 % des Suédois (64 % en Allemagne, 47 % en Italie), et la souveraineté européenne « quelque chose de positif » pour 48 % d'entre eux (63 % en Allemagne, 37 % en Italie).

Notons que, comme pour le concept de « souveraineté », la proportion de jugements favorables augmente, pour la souveraineté européenne, avec l'âge et le niveau de revenus des répondants : elle passe de 42 % chez les plus jeunes à 53 % chez les plus âgés, de 43 % pour les revenus les plus faibles à 57 % pour les plus élevés. Par ailleurs, les sympathisants des deux grands partis traditionnels se montrent plus enthousiastes (62 % d'opinions positives pour les sociaux-démocrates et 66 % pour les modérés) que ceux des formations situées à leur droite (40 % pour les proches des démocrates de Suède) ou à leur gauche (41 % pour le Vänsterpartiet).

Le concept de souveraineté européenne apparaît néanmoins un peu plus flou en Suède, avec là encore un score plus important qu'ailleurs sur la réponse neutre « ni positif ni négatif » (33 %, 11 points au-dessus de la moyenne calculée à 22 %). On relève d'ailleurs la même forme de réserve sur l'appréciation et la compréhension de l'expression « d'autonomie stratégique » : seulement 30 % des Suédois déclarent « bien » voir ce que signifie l'expression (pour 61 % en moyenne sur les huit pays de l'enquête), et seulement 29 % en ont une image positive, quand la majorité opte pour « ni positive ni négative » (54 %, 24 points de plus que la moyenne européenne).

La majorité des Suédois ne voient pas en revanche d'opposition entre « souveraineté nationale » et « souveraineté européenne » : 59 % d'entre eux estiment qu'il est possible d'associer souveraineté et Europe, « car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires », pour tout de même 41 % d'avis contraires, qui pensent que les deux mots sont contradictoires « car la souveraineté renvoie avant tout à la Nation ».

La souveraineté européenne, d'abord pour maîtriser les frontières et lutter contre le terrorisme

Les Suédois (61 %) sont, avec les Polonais (65 %) et les Roumains (63 %), davantage convaincus que la souveraineté européenne est d'ores et déjà une

réalité. En cohérence, ils sont un peu moins exigeants que leurs voisins quant à dresser la liste des éléments dont doit nécessairement disposer l'Europe pour qu'on puisse la considérer souveraine. La hiérarchie diffère aussi sensiblement des autres pays.

Deux tiers des Suédois (66 %) jugent ainsi qu'il est « primordial » que l'Europe dispose « d'une maîtrise des frontières extérieures de l'UE », et une proportion équivalente (64 %) estime que l'Europe doit disposer « d'outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères ». Ces deux éléments sont les plus souvent cités en Suède, mais n'arrivent qu'en sixième et septième positions sur l'ensemble des pays de l'enquête (avec respectivement 59 % et 58 % de citations). Les Suédois mettent ensuite en avant le fait de « garantir la production européenne dans des domaines stratégiques telles que l'alimentation ou la santé » (56 %), mais avec une intensité moindre que ce que l'on mesure en moyenne européenne (65 %). La moitié des Suédois jugent encore primordial que l'Europe dispose « d'une politique de sécurité et de défense commune », « d'une défense forte de ses propres valeurs – démocratie, État de droit – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » et « d'une maîtrise des infrastructures stratégiques (ports, aéroports, énergie etc.) ». Ces trois items sont à 50 % en Suède, pour respectivement 67 %, 61 %, 52 % en moyenne européenne. Toutes les autres propositions sont majoritairement jugées « importantes, mais pas primordiales ». En particulier, le fait de disposer « d'une économie prospère » arrive en tête de liste en moyenne européenne, 69 % des sondés jugeant ce point « primordial », pour « seulement » 45 % en Suède. De même, disposer de « ses propres ressources énergétiques » apparaît primordial pour 60 % des Européens, mais seulement 44 % des Suédois.

La majorité des Suédois considère que la souveraineté européenne est déjà une réalité, mais deux sur trois (64 %) sont tout de même d'avis qu'il faut la renforcer. C'est néanmoins un des plus faibles taux mesurés en Europe – seule l'Italie fait moins bien avec 60 % – et le taux le plus éloigné de celui mesuré sur le renforcement de la souveraineté nationale, que les Suédois estiment nécessaire à 74 % (+10 points). Les raisons justifiant le souhait de renforcer la souveraineté européenne sont toutefois sensiblement les mêmes qu'ailleurs, tant du point de vue de la hiérarchie que de l'intensité. « La menace terroriste » arrive en tête de liste (43 % de citations en Suède, 37 % en moyenne européenne), devant « le défi du changement climatique » (34 %, 34 %). Les Suédois sont un peu plus nombreux à craindre « la volonté de puissance de la Chine » (27 % de citations pour 20 % en moyenne), et un peu moins « la menace sanitaire » (26 %, 31 %). Derrière la Lettonie (31 %) et la Pologne (30 %), les Suédois sont également un peu plus nombreux que la moyenne à penser qu'un renforcement de la souveraineté européenne serait le bienvenu pour s'opposer à « la volonté de puissance de la Russie » (22 %, 13 % en moyenne).

Quant aux freins qui feraient obstacle à ce renforcement, les Suédois pensent surtout « au fait que certains pays soient dirigés par des nationalistes » (38 %, pour 23 % en moyenne européenne) et, à un degré moindre, « aux différences culturelles entre les pays » (24 %, 16 %). « La pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte » est encore cité par un peu moins d'un Suédois sur cinq (17 %), mais seulement 13 % – le taux le plus faible des huit pays testés – pensent à « la faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement) telles qu'elles existent aujourd'hui ».

Table des matières

- 01 Introduction
- 03 Analyse globale
- 03 La souveraineté, un terme très différemment connoté selon les pays de l'Union
- 06 La souveraineté européenne, un concept parfois difficile à saisir et qui ne fait pas l'unanimité
- 10 Seul un Européen sur deux considère aujourd'hui l'Europe souveraine
- 12 Près des trois quarts des Européens pensent qu'il faut renforcer la souveraineté européenne

- 15 Le rapport des Allemands à la souveraineté européenne
- 15 La souveraineté ? Un terme positif et apprécié en Allemagne
- 16 Souveraineté européenne : deux mots qui vont très bien ensemble
- 16 La souveraineté européenne, déjà une réalité pour la majorité des Allemands

- 18 Le rapport des Français à la souveraineté européenne
- 18 La souveraineté ? Une notion associée en France à la royauté
- 19 La souveraineté européenne, bien moins perçue en France qu'ailleurs
- 20 La souveraineté européenne, un souhait mais pas une réalité pour la majorité des Français

- 21 Le rapport des Espagnols à la souveraineté européenne
- 21 La souveraineté ? Une notion ambiguë pour une majorité d'Espagnols
- 22 La souveraineté européenne, une notion plutôt bien perçue
- 22 Les Espagnols encore plus favorables au renforcement de la souveraineté européenne qu'à celle de leur pays

- 24 Le rapport des Italiens à la souveraineté européenne
- 24 La souveraineté ? En Italie, un terme mal connoté
- 25 Souveraineté européenne ? Deux mots qui ne vont pas bien ensemble
- 25 Renforcer la souveraineté européenne ? Un souhait moins fort en Italie qu'ailleurs, mais tout de même majoritaire

- 27 Le rapport des Lettons à la souveraineté européenne
- 27 La souveraineté : une image positive mais clivée
- 28 Dans la moyenne des huit pays, 44 % des Lettons jugent contradictoire d'associer souveraineté et Europe
- 28 Les Lettons partagés sur la réalité de la souveraineté européenne

- 30 Le rapport des Polonais à la souveraineté européenne
- 30 En Pologne, une vision très positive de la souveraineté...
- 31 ... et une image très favorable des expressions associées, souveraineté nationale et européenne
- 31 Les Polonais croient à la souveraineté européenne, et souhaitent qu'on la renforce

- 33 Le rapport des Roumains à la souveraineté européenne
- 33 La souveraineté ? Un terme ambivalent en Roumanie
- 34 Les Roumains ont une bonne image de la souveraineté européenne, mais l'opposent fréquemment à la souveraineté nationale
- 34 Quasi-unanimité en Roumanie pour renforcer la souveraineté européenne et la souveraineté nationale

- 36 Le rapport des Suédois à la souveraineté européenne
- 36 En Suède, une vision très positive de la souveraineté...
- 37 ... et une image très favorable des expressions associées, souveraineté nationale et européenne
- 37 Les Polonais croient à la souveraineté européenne, et souhaitent qu'on la renforce

Collection dirigée par Gilles Finchelstein et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Derniers rapports et études :

07_2020 : La rémunération du travail politique
sous la direction de Éric Kerrouche et Rémy Le Saout

08_2020 : Construire la résilience territoriale pour anticiper les chocs à venir
Coordination « bouclier anti-Covid » des maires franciliens (COMIF)

08_2020 : Repenser notre fiscalité. Manifeste pour une imposition plus simple et plus équitable
Brice Gaillard

11_2020 : N'est pas métropole qui veut, ou le trompe-l'œil lyonnais
Vincent Aubelle

11_2020 : Repenser nos sociétés à l'aune des Objectifs de développement durable
sous la direction de Jennifer De Temmerman et Alain Dubois

03_21 : La Protection salariale garantie
Amin Mbarki, Samuel Toubiana, Anthony Paulin

03_2021 : La raison d'être des entreprises : deux ans après, premier bilan
Nathalie Rouvet Lazare

03_2021 : Travailler à l'âge du numérique : l'an II des coopératives !
Jérôme Giusti, Thomas Thévenoud

05_2021 : Élections européennes et Covid-19 : quelle visibilité de l'Union européenne
dans les journaux télévisés ?
Fanny Hervo, Théo Verdier

05_2021 : Signaler la haine pour mieux la combattre. Les LGBTphobies au prisme
de l'application FLAG!
Flora Bolter, Denis Quinqueton, Johan Cavirot

06_2021 : Apathie démocratique et responsabilité politique
Émeric Bréhier, Frédéric Potier



fondationjeanjaures



@j_jaures



fondation-jean-jaures



www.youtube.com/c/FondationJeanJaures

www.jean-jaures.org



Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS